

Conseils de Révision

Actualités de novembre 2001

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

AUTOMNE 2001: CINQUIÈME ANNI VERSAIRE DU SITE AAARGH

C'EST POUR NOTRE GUEULE
«Lionel Jospin a promis plus de pouvoirs aux juges [pour] contrer plus efficacement l'utilisation à des fins criminelles des nouvelles technologies de la communication.»
Jérôme Thorel, *Znnet*, 5 octobre 2001

L'ancien champion de boxe Muhammad Ali s'est rendu sur les ruines du World Trade Center, pour s'y recueillir. A des journalistes qui lui demandaient comment il se sentait à l'idée qu'il partageait avec les suspects la foi islamique, Muhammad Ali répondit, sur le ton de la plaisanterie : "Et vous, comment vous sentez-vous à l'idée qu'Hitler partageait la vôtre?"

I no longer think we can invoke the Holocaust as our justification. I think the moral goodwill we had has all been used up. Nothing we say here is as open or as honest or as critical as what they say in Israel itself.
Rabbin Goldberg, de Londres, *The Independent*, 28 oct. 2001

LA LISTE DES MENTEURS

Cette bonne Madame Schindler vient de mourir (*Le Monde*, 13 octobre). C'était l'épouse d'Oskar, le "héros" du film *La Liste de Schindler*. Le sous-titre de sa nécro porte: "Au côté de son mari, une 'Juste' au service des juifs. L'histoire, on s'en souvient, a été racontée par un "romancier et dramaturge australien" nommé Thomas Keneally. Il s'est fait connaître par des romans d'aventures utilisant des réalités politiques comme arrière-fond à des intrigues romanesques. Il n'est pas le seul, mais il est assez habile. Par exemple *Towards Asmara*, qui se situe dans le cadre de la guerre d'indépendance de l'Erythrée, comporte beaucoup de notations justes. L'auteur a été sur le terrain et connaît la documentation. Ce n'est pas un imbécile comme Daeninckx. Il y manifeste son penchant pour la cause apparemment perdue des minoritaires qui finissent par gagner. En 1980-81, après deux ans de "recherche", y compris un long stage à Yad Vashem, le centre mondial du lavage de cerveaux, il publie *L'Arche de Schindler*. Le livre est donné alors comme "un roman". Il y a certes une part de vrai, Schindler a existé, c'était un homme d'affaires, etc. mais il a remoulé toute cette histoire dans le cadre d'un roman. Lorsque Steven Spielberg s'empare de cette affaire pour en faire un film à succès, les éditions du livre se dépouillent de la mention "oeuvre de fiction". On va entreprendre de faire croire aux gogos que toute cette histoire est "vraie". Pourtant le film est monstrueux. Il débite du cliché à chaque plan et pour qui connaît un peu les réalités déjà lugubres de cette époque, ce film est insupportable par la taille et la variété de ses inventions. Ce qui est insupportable c'est évidemment de faire passer ces fictions pour la réalité, selon une formule qui s'est beaucoup répandue à la télévision et jusque dans les radios. Ainsi, l'ex-petit fof Patrice Gélinet, qui fait une émission quotidienne d'«histoire» sur *France-Inter*, n'hésite pas à «illustrer» ses sujets par des extraits sonores de films -- sur Louis XIV ou Vercingétorix. Le film avait été dénoncé en son temps par la veuve Schindler. Elle avait donné des interviews à des journaux en Amérique du Sud, où elle vivait. Schindler l'avait abandonnée depuis longtemps pour mener sa vie d'aventurier des finances, toujours en faillite. Elle expliquait que son mari était un imposteur, qu'il avait toujours voulu monter des "coups" financiers et qu'il se fichait pas mal des juifs. Par la suite, cette vieille sorcière s'était mise à vampiriser Spielberg qui, pour s'en débarrasser, l'a refilée au Bnai Brith qui lui a fait une pension dorée. Elle a parfaitement su exploiter la situation et rebondir (comme on dit dans la presse) pour utiliser à son profit le mythe qui s'était créé à propos de son voyou de mari. Elle s'était fait donner le «titre» de «Juste de Yad Vashem»! Chapeau la vieille! Elle les aura tous eux!

Un site hagiographique:

<<http://www.auschwitz.dk/Emilie/Emilie.htm>>

ÉCOUTONS GÉMIR NOS FRÈRES JUIFS

"Souccot, c'est la fête juive pour l'humanité. A l'époque du Temple, 70 taureaux étaient sacrifiés pour les 70 nations représentatives de l'humanité. C'est aussi la fête par excellence de l'unité du peuple Juif, symbolisée par les quatre espèces du loulav. C'est le temps de la joie et de l'amour de D.ieu. Alors qu'en ce premier jour de Hol Hamoed de Souccot 5762, les coups redoublent sur l'état d'Israël et sur tous les Juifs, sur chaque Juif, du monde entier, **alors que l'isolement pré-messianique d'Israël se dessine plus nettement que jamais**, le peuple Juif se déchire profondément, en silence, sans faire de bruit, ce ne serait pas poli.

D'abord, et c'est le plus attristant, nous sentons la majorité de la population israélienne, complètement désorientée. Officiellement, le moral et la foi en D.ieu sont intacts. **Concrètement, les angoisses sont juste sous l'apparence**, quand on veut bien se donner la peine de les remarquer. La majorité de la population ne comprend pas. A l'instar de la sympathique équipe de la Metula News Agency (MENA), elle feint de se convaincre que les Américains vont enfin nettoyer et désinfecter les nombreuses décharges de déchets toxiques qui cernent le pays*. Elle feint de croire qu'Ariel Sharon a capitulé par tactique à l'ultimatum adressé par Colin Powell pour imposer la rencontre entre Shimon Perez et son animal de compagnie. Quand il accuse publiquement Tsahal de violer le "cesser le feu", elle feint de croire que le "vieux Simon etc." cherche simplement à la distraire en faisant le beau devant ses maîtres étrangers. Elle feint tout autant de croire que les graves propos de G.W. Bush sur l'indépendance des Arabes d'Israël, ne sont que de circonstances. Elle feint encore de croire que la retenue unilatérale imposée à l'état d'Israël dans ses actions défensives les plus légitimes et les plus mineures, sert à gêner les ennemis sanguinaires d'en face et les tombereaux de déchets qui vont avec.

L'opinion feint. Cela signifie que la majorité de l'opinion israélienne n'est pas dupe. Elle sait que depuis la fin de l'ère Reagan, **les USA ne sont plus l'allié d'Israël mais un pays neutre bienveillant**. De bienveillant, cet allié pourrait basculer vers plus de neutralité et même rejoindre le camp des "neutres" malveillants comme la France. Elle sait que les USA ne feront la guerre qu'aux seuls terroristes actifs qui les menacent immédiatement et uniquement à ces quelques centaines ou quelques milliers de déchets. Il y aura certes un peu de "dommages collatéraux" chez ces crève-misère d'Afghans, pro-talibans, et c'est tout. Elle ne croit surtout pas au grand curetage des immondices hezbollahiques, djihadistes, hamassifs et autres pourritures hautement toxiques des égouts libanais, syriens, saoudiens, irakiens, etc. Enfin quoi, l'opinion israélienne connaît trop le pragmatisme yankee. Elle devine que les Yankees ne seront pas assez stupides pour détruire les prétextes qui leurs permettent d'influencer cette région. Ça et là, ça commence à sourdre dans les journaux et les éditoriaux, toutes tendances confondues. Et donc dans le même temps les Israéliens se demandent dans leur majorité, ce qu'ils pourront faire contre ces déchets qui ont juré de les détruire. **Le gros problème des Israéliens, c'est qu'ils s'interdisent toujours d'en faire autant.** [...] Mais dans le fond, ils savent bien que quelques soient les agressions subies, les dirigeants de la planète entière prendront partie pour les agresseurs. Les Israéliens savent très bien que les déchets tenteront de pousser les nuisances "halila vé hass", jusqu'au paroxysme d'un attentat de masse auprès duquel le 11 septembre paraîtra un paisible amusement. [...] Nous ravalons notre orgueil d'humain et nous laissons le Seigneur intervenir dans ses méandres qui nous sont à jamais incompréhensibles.

[...] Pourquoi faut-il alors que certains jugent opportun d'en exclure d'autres du "kahal" des amoureux du peuple Juif ? Pourquoi par exemple, notre modeste site CPIAJ n'est, tout à coup et sans avertissement, plus référencé chez certains de ses tous premiers amis et supporteurs ? Cela nous attriste d'autant plus que nous subissons dans le même temps la censure pro-terroriste de Voilà, un de nos hébergeurs. Nous n'avons certes pas la prétention de plaire à tout le monde. Nous exécutons immédiatement toutes les demandes de désabonnements à nos courriers. Mais certains Juifs un peu trop bien-pensant jugent que c'est insuffisant. Ils ne veulent plus entendre parler de nous dans le chœur des voix pro-juives.

[...] A ceux là nous disons, ressaisissez vous ! Nous sommes amis, pas ennemis ! Vous n'appréciez pas notre vocabulaire ? Nous n'aimons pas le votre non plus. Vous ne supportez pas notre manque de rigueur dans certains détails ? Vos inutiles précisions nous énervent. Vous n'aimez pas nos "amis" ? Nous détestons les vôtres aussi. Vous aimez Israël et le peuple Juif ? Nous aussi, et c'est bien là l'essentiel ! [...]"

4 octobre 2001.

<<http://www.cpijaj.fr.fm>>

Même Le Monde traite ces hurberlus de racistes juifs, c'est dire...

HUMANISME JUIF

"Depuis hier à 17 heures, au moins 6 morts et plusieurs dizaines de blessés dans le secteur. C'est la panique là-bas, une partie des blessés ne peut pas être transportée à l'hôpital car **les Israéliens tirent sur les ambulances** ou les empêchent de passer."

Julien Salingue, "Courrier de Bethléem", 21 oct. 2001, in

Point d'information Palestine, No 173 du 29/10/2001, Newsletter réalisée par l'AMFP - BP 33 - 13191 Marseille, <amfpmarseille@wanadoo.fr>

Sur le site Solidarité-Palestine: *Chronique d'un séjour en Palestine*. Pierre-Yves et Julien Salingue présentent un reportage bouleversant, illustré de 59 photographies comme on a rarement l'occasion d'en voir. Solidarité-Palestine publie intégralement ce témoignage en 14 parties sur <<http://www.solidarite-palestine.org/rep01a.html>>

Tout le monde aura remarqué que le prétendu "progressiste" Didier Daeninckx a été jusqu'à présent totalement incapable d'articuler la moindre critique des actions israéliennes. Le pourchasseur de "nazis" est incapable de reconnaître une politique nazie quand elle est sous son nez. Etonnant, non ? Ou alors il est payé ?

LE FILTRE N'EST PAS UN PHILTRE

Filtrage du site Front14.org : décision le 30 octobre

Par Jerome Thorel

Le juge des référés du TGI de Paris, le désormais célèbre Jean-Jacques Gomez, se donne jusqu'au 30 octobre pour établir si les fournisseurs d'accès français doivent ou non empêcher leurs abonnés de se rendre sur un site raciste américain.

Une affaire qui présente des soubassements juridiques assez proches de l'affaire Yahoo, jugée l'an dernier au TGI de Paris par la même cour, à propos de sites d'enchères d'objets nazis hébergés aux États-Unis.

A l'époque, la société américaine Yahoo avait été sommée de filtrer ses accès pour les internautes français, une injonction à laquelle elle s'était soumise avant de décider d'arrêter ce type de commerce. Or cette nouvelle affaire est tout aussi complexe. L'association "J'accuse", fondée par Marc Knobel, [*un censeur professionnel*] militant proche de la Licra, demande aux FAI français de filtrer l'accès à un portail incitant ouvertement à la haine raciale (Front14.org, qui héberge des centaines de sites). Une plainte qui remonte à juin 2001.

Lors des plaidoiries, mardi 2 octobre, les avocats de chaque camps ont débattu de la pertinence d'un éventuel filtrage sous l'angle technique (possible pour les uns, pas fiable à 100 % pour les autres). Des arguments contradictoires qui n'ont guère convaincu le procureur de la République, Pierre Dillange. A l'issue de l'audience de mardi, selon l'AFP, il a qualifié le débat de «vide», en ajoutant qu'il ne voyait pas «où était le débat juridique». Même s'il a noté «un bien-fondé social, une nécessité éthique», il a «vainement cherché un fondement juridique à la saisine du juge des référés». Il a conclu qu'il n'y avait «pas lieu à une action en référé», par définition une mesure d'urgence.

Fin juin, le juge Gomez avait convoqué des "grands témoins" pour tenter d'y voir plus clair dans ce dossier. Ces audiences ont eu lieu les 11 et 18 septembre. L'ordonnance de référé sera donc rendue le 30 octobre.

Znet, 4 octobre 2001

HITLER PAS BON, MAIS GROSS KONTROL FLIKAILLE TRES BON

Premier aperçu des dessous high-tech du plan Vigipirate

Par Jerome Thorel

«Le gouvernement perd son sang froid», s'exclame la Ligue des droits de l'Homme (LDH) après avoir pris connaissance des mesures antiterroristes présentées par le Premier ministre le mercredi 3 octobre devant l'Assemblée.

Trois semaines après les attentats qui ont frappé les Etats-Unis, Lionel Jospin a esquissé les grandes lignes de son action. La Ligue se dit pourtant «stupéfaite» par certaines des mesures avancées, «de la privatisation d'une partie des contrôles sur la voie publique [fouille dans les véhicules notamment] à l'autorisation de procéder à des perquisitions en dehors de tout crime ou délit en passant par le contrôle du courrier électronique». Pour elle, «les pouvoirs accordés aux forces de police et à la justice permettent, dès aujourd'hui, de contrôler étroitement les citoyens. En ajouter d'autres revient à restreindre un peu plus les libertés individuelles au profit d'une efficacité nullement démontrée». Par exemple, avance la LDH, «la fouille des véhicules avait déjà été déclarée anticonstitutionnelle en 1977». [*Mais ça ne fait pas chier la Ligue des Droits de l'Homme de poursuivre des publications révisionnistes...*]

Vers un renforcement des mesures coercitives

Après l'offensive de l'administration Bush et de son Patriot Act, et alors que les autorités britanniques ont décidé de contrôler plus systématiquement les échanges internet des particuliers, une question demeurait en suspens : quelles options adopterait la France au chapitre des nouvelles technologies? Lionel Jospin a promis plus de pouvoirs «aux juges [pour] contrer plus efficacement l'utilisation à des fins criminelles des nouvelles technologies de la communication.» [*Et là on est à mille lieues du prétendu terrorisme...*]

Les conseillers de Matignon avancent que des amendements pourraient être ajoutés au projet de loi sur la sécurité quotidienne, examiné avant la trêve estivale par l'Assemblée, et en cours d'examen par le Sénat. Pour cela, nos sources dans l'entourage du Premier ministre indiquent que des mesures déjà inscrites dans le projet de loi sur la société de l'information (PLSI), seront extraites avec l'espoir que le Parlement les valide avant la fin de l'année. Ces amendements à la loi sur la sécurité concernent la conservation des données, et l'accès de la justice aux données protégées par du chiffrement.

Au chapitre des "données de connexion", c'est-à-dire les traces qui restent de l'utilisation du moindre réseau télécoms public (mobile, fixe, données, voix, etc.), il s'agit d'inscrire rapidement dans le droit le principe de la "conservation préventive". La durée moyenne est toujours fixée à 12 mois, et Matignon compte sur un décret, qui sera visé par la CNIL, pour déterminer quels types de données seront exactement concernées. Dans la LSI, ces mesures n'auraient eu aucune chance d'être adoptées avant mi 2002.

La cryptographie dans la ligne de mire

Le PLSI aborde également la question des interceptions (accès aux contenus des messages sous mandat judiciaire ou administratif) en réglementant la cryptologie. Les messages brouillés rendant les écoutes inopérantes, le PLSI encadre le chiffrement en obligeant toute personne possédant la clé d'un code secret à la communiquer à la justice, toute infraction étant passible de 3 à 5 ans de prison.

Pourtant comme le dit la LDH, la justice a déjà assez de moyens pour «contrôler étroitement les citoyens». En revanche l'éventualité de brider les logiciels pour y inclure une "backdoor" n'est pas du tout dans l'air à Paris, nous a-t-on assuré. Partant du principe qu'un groupe terroriste serait le premier à ne pas les utiliser...

Ce volet de la LSI sera lui aussi intégré en tant qu'amendements à la loi sur la sécurité quotidienne. Un magistrat a fait remarquer aux conseillers de Matignon que le fabricant d'une porte blindée doit donner la clé à la police si la vie

de personnes est menacée, lors d'une prise d'otages par exemple. Même principe pour les fournisseurs de solutions de sécurité informatique, nous a-t-on dit en substance.

Parallèlement, le ministre de l'Intérieur a rendu visite lundi à la commissaire principale Catherine Chambon, qui est à la tête de la grande agence de "cyberflics", l'**Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication** (OCLCTIC). Le ministère de l'Economie et des finances dévoilait hier la cellule "Finter" de lutte contre les réseaux de financement des groupes terroristes. Finter s'ajoute à l'unité Tracfin spécialisée dans le renseignement financier. «Suite aux attentats, le dispositif de contrôle des avoirs des entités liées aux Talibans ou à Oussama Ben Laden a été renforcé en France par l'adoption d'un décret le 25 septembre 2001.»

Le choix de la facilité ?

Bercy indique ainsi que «les fichiers bancaires font depuis le 11 septembre l'objet d'une surveillance accrue», et que trente banques françaises sont actuellement sous surveillance pour leurs relations douteuses avec les réseaux terroristes.

La version musclée et high-tech du plan Vigipirate reste à construire. Pour l'instant, le contrôle des réseaux informatiques publics semble être une arme plus facile à brandir que la surveillance des réseaux informatiques opaques du monde de la finance. Après les attentats, les services du gouvernement conviennent que le secret des correspondances et le secret bancaire sont deux dilemmes qu'il faudra gérer en parallèle dans le cadre des aspects technologiques de Vigipirate.

ZDNet, 5 octobre 2001

A toute cette frénésie de la matraque tellement symptomatique des impuissants du parti socialiste, ajoutons ceci:

Les flics du Clic traquent le cyber crime

Clic, c'est pour les intimes. Le véritable nom du service inauguré lundi 1er octobre par Daniel Vaillant, ministre de l'Intérieur, est plus parlant, mais moins sexy : Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication. Annoncé en août 1999 à Hourtin par Lionel Jospin, le Clic compte **23 personnes**, chargées à la fois de réaliser des enquêtes judiciaires de haut niveau technique et d'assister les autres services du ministère de l'Intérieur dans leurs propres enquêtes, lorsque nécessaire (pédophilie, prostitution, trafic de stupéfiants...) Le Clic, sur le site du ministère de l'Intérieur :

<http://www.interieur.gouv.fr/police/oclctic/Presentation.htm#missions>

<http://www.internetactu.com/archives/une/une105.html>

GRANDES ZOREILLES

Phone-tapping harmonised

The members of the "European Institute for the Standardisation of Telecommunications" (EIST) have voted in favour of a **single standard for phone-tapping by the police**. There will now be one technical interface which will enable the police and the secret services of EU states to tap phones **on all networks and in real time**. These measures involve not only ordinary land lines but also all generations of mobile phone. The technical means for tapping e-mails are also currently under consideration. In the EU, through this group, all providers of telecommunications are currently therefore putting the final touches to a vast harmonised and simplified system of tapping. The interface does three things. First, it puts the police or security agency in contact with the network to be tapped. Secondly, it intercepts all data relative to the communication being tapped: not only the phone numbers dialled but also text messages, voice messages, redirected calls and information about the whereabouts of the caller. The third and final function is of course to track the content of the communication itself.

According to *Le Monde*, this system of phone tapping is different from the American system, Echelon, because the latter has been developed outside of any legal framework. The European system, by contrast, can be used (in theory anyway) only according to national laws. There is in addition a resolution of the Council of Ministers on phone-tapping, dated 17th January 1995. In January 2000, the European Commission ordered a study to be made of this question which concluded, with the usual ineffable euro-logic, that because telecommunications crossed national frontiers, there needed to be a single European system to harmonise phone-tapping. Indeed, there exists a subgroup of the Council of Ministers, called Enfopol, a committee on which sit all the ministers of the Interior of the 15 member states. It concluded in December 1998 that the judicial procedures for tapping phones ought to be "lightened" so that communications could be tapped both within the EU and beyond. The suspicion is now that members of Enfopol were involved in the elaboration of the EIST's technical interface: according to *Le Monde*, two officials from the British Home Office helped EIST develop it. *Le Monde* comments that Britain, together with Russia, is the country most often criticised in Europe for the way in which it taps phones. [*Le Monde*, 3rd October 2001]

European Foundation Intelligence Digest, Issue No. 127, 4th October 2001

SCROGNEUGNEU

Paris prépare des lois permettant d'enquêter sur l'internet

Moscou, 4 oct (AFP) -- Le gouvernement français prépare des lois permettant pour la première fois d'enquêter sur des réseaux internet soupçonnés de liens avec des terroristes, à la suite des attentats du 11 septembre, a annoncé jeudi à Moscou la ministre française de la Justice, Marylise Labranche. "Un système permettant aux juges d'enquêter sur ces réseaux internet" sera mis en place "pour la première fois, sous une forme qui va être déterminée dans les quarante huit heures", a précisé Mme Lebranchu lors d'un point de presse à Moscou. [...] *Ça va barder pour notre matricule...*

LE MIEUX EST L'ENNEMI DU BEN (LADEN)

To : aaarghinternational@hotmail.com

Subject : your view Date : Wed, 3 Oct 2001 14:08:42 -0400 [*sic et sic*]

Mr Leni Brenner (or whoever else is in this organization)

I cant decide who is the worse terrorist, Osamu Bin Laden or you.. I have never read such dispicable and disgusting tripe as you have written.. You remind me of the Judenrat who fawning at their Nazi killers helped them direct their Jewish bretherin to the ovens hoping that they would be spared (which, of course,they werent). You also remind me of the Niturai Karta who reject the state of Israel and march with the antisemites in Durban and anywhere else Israel is villified... I did not believe there are such self professed jewish jew haters as you and your rotten kind. "Zionism is racism, Jewish apartheid, ethnic cleansing", are hate slogans which remind me of at least two of the more notable slanders against the Jewish people screamed out by the Christian Jew haters of the past, 1)that Jews killed Jesus and 2) that we drank the blood of Christian babies for Pesach... Your rhetoric is not much different and perhaps even worse because it is a moral obscenity spewed out by Jews..... Someplace in time there will be a reckoning for organisms (I cant bring myself anymore to call you human) like you.....No doubt you are extolling the murder of halpless Jewish civilians by Palestinian terrorists in Israel right now as proof that Zionism is racism.....

Bill Firshein, Dept Molecular Biology and Biochemistry, Wesleyan University, Middletown, Conn., 06459-0175,
<wfirshein@wesleyan.edu>

LE VOL DU SIÈCLE

FRIC

Attention: cet article date d'avril l'an dernier

La Bank Leumi israélienne rattrapée par les avoirs juifs en déshérence Les " futurs " émigrants y plaçaient leurs fonds dès 1897

La Bank Leumi [*Le-umi* veut dire "national" en hébreu], établissement financier israélien, aura tout tenté pour éviter une enquête approfondie sur les comptes dormants, ouverts en Palestine avant 1939, par des juifs européens qui ont péri dans la Shoah. S'abritant d'abord derrière l'inévitable secret bancaire, la banque a ensuite soutenu qu'elle avait transmis la liste complète de ces comptes à l'Apotropous HaKlali, un établissement public comparable à la Caisse des dépôts et consignations dépendant du ministère de la justice, pour, peu de temps après, admettre qu'elle gérait toujours un millier de comptes dormants. Il y a environ un mois, afin de montrer sa bonne volonté, la Bank Leumi a ouvert un site Internet permettant aux ayants droit de vérifier s'ils sont sur la liste -- à cela près que ces personnes, généralement âgées, ne surfent guère sur la Toile -- **sans jamais oublier, bien sûr, de faire simultanément pression sur les politiques pour étouffer l'affaire.**

Mais en vain. Car finalement, les parlementaires israéliens, conscients de l'urgence historique à faire la lumière sur cette question et insatisfaits des réponses apportées jusqu'à aujourd'hui, tant par les banquiers que par l'Apotropous HaKlali, ont finalement décidé, à l'unanimité, la création d'une commission d'enquête parlementaire, la neuvième depuis 1948. Composée de neuf personnes représentant un large éventail de la classe politique, celle-ci est destinée à déterminer l'ampleur du problème des comptes dormants, ainsi que des terrains en déshérence et à définir des solutions, soit pour restituer ces biens aux ayants droit, soit, à défaut, pour les transférer à des organismes sociaux ou humanitaires, tel un fonds de pension aux personnes âgées. "Il s'agit de découvrir toute la vérité une bonne fois pour toute et pas seulement ce que les banques veulent bien nous dire", souligne la présidente de la Commission, Colette Avital, députée travailliste. " Nous ne pouvons pas demander aux banques européennes de faire ce que nous ne faisons pas nous-mêmes, les exigences doivent être les mêmes pour tous ".

Victimes de la Shoah

Après le premier Congrès sioniste de Bâle, en 1897, et surtout dans l'entre-deux-guerres, alors que la Palestine est sous mandat britannique, un certain nombre de juifs européens, majoritairement d'Europe centrale, investissent en Palestine, dans l'idée d'immigrer un jour en Terre promise. Les uns placent de l'argent à l'Anglo-Palestine Bank, principal établissement de l'époque, qui deviendra la Bank Leumi en 1948.

Beaucoup déposeront 1.000 livres sterling, une somme considérable pour l'époque, qui correspond au tarif fixé par les Anglais pour obtenir un permis d'immigration, surnommé le "visa capitaliste". Les autres achètent un terrain, par l'intermédiaire d'organismes tels le Fonds national juif (Keren Kayemet LeIsraël, ou KKL), ou l'Israel Land Development Company (ILDC), tous deux créés par le Congrès sioniste afin d'acquérir des terres en Palestine.

Mais la plupart de ces juifs seront emportés dans la tourmente nazie sans avoir eu le temps d'immigrer, laissant parfois derrière eux des héritiers ignorants de leurs droits ou incapables de les faire valoir. **Curieusement**, l'opinion publique israélienne n'a découvert l'existence des biens en déshérence en Israël qu'en 1997, sous l'action conjuguée de plusieurs initiatives, juridique, politique et universitaire. Arié Edelist, président de la commission pour la restitution des propriétés en Israël des victimes de la Shoah, en donne les raisons. "Longtemps, **nombre d'associations de survivants étaient gênées de dire haut et fort que les banques et des institutions israéliennes avaient agi comme en Europe.** Ils craignaient que cela ne porte préjudice aux actions intentées contre les banques et les compagnies d'assurance européennes. Je pense, quant à moi, qu'il n'y a aucune raison de cacher la vérité, à savoir que **les banques se comportent partout de la même manière.**"

Entrave à la justice

Yossi Katz, professeur d'histoire à l'université Bar Ilan, qui a publié un article sur cette question dans le quotidien *Haaretz* en 1997, considérant qu'Israël ne pouvait pas "demander des comptes à l'Europe sans être irréprochable",

souligne néanmoins que "le problème est très différent en Israël de ce qu'il est en Europe. D'une part, ici, dans les années 50, ceux qui ont réclamé leurs biens les ont récupérés. [*Ailleurs aussi, évidemment*] D'autre part, les sommes en jeu sont infimes, comparées aux fortunes laissées sur les comptes européens". D'après plusieurs estimations non officielles concordantes, il existerait environ 5.000 comptes bancaires et un millier de terrains, représentant respectivement un montant de 40 millions et 90 millions de dollars (soit 250 millions et 540 millions de francs). Depuis 1997, la situation n'a guère évolué. **Les banques ont tenté d'endormir les politiques**, leur promettant, lors de leur audition devant une sous-commission des finances de la Knesset en novembre 1997, de s'occuper du problème. Quant à l'Apotropous HaKlali, il s'est notamment abrité derrière l'absence de documents prouvant les droits de propriété des personnes qui réclament leurs biens, de telle sorte que, sur 400 demandes, 10 dossiers seulement ont obtenu gain de cause.

Le sujet a refait surface, à l'automne dernier, grâce à deux assignations en justice effectuées par Me Roland Roth, représentant à ce jour une dizaine de familles spoliées, celle de la Bank Leumi et celle de l'Israel Land Development Company. L'ILDC, créée par le Congrès sioniste, a été vendue en 1987, pour une somme modique, à une société privée, **laquelle se serait ainsi approprié un certain nombre de terrains** en déshérence qui n'auraient pas été publiés et transférés à l'Apotropous HaKlali en temps et en heure.

Or, le nouveau propriétaire de l'ILDC n'est autre que la famille Nimrodi, dont le fils, Ofer, éditeur du quotidien *Maariv*, a récemment effectué de la détention préventive en attendant d'être jugé pour entrave à la justice, subornation de témoins et complicité dans une **tentative d'assassinat** sur ses principaux concurrents de presse... - (Intérim.)

Le Monde, 1er Avril 2000, page 4. *Ce n'était pas un poisson d'avril mais cet article était écrit par un intérimaire. Ou par le vrai correspondant du journal qui n'a pas osé le signer lui-même, on ne sait. Le journal n'a plus jamais reparlé de cette question. Voici la suite:*

Knesset committee to investigate possible Bank Leumi Holocaust embezzlement

par Zvi Lavi
20.09.2001

The external bank investigation that will trace Holocaust victims' bank accounts will focus on Bank Leumi. **It is suspected that external parties recently withdrew some of the funds deposited in the bank under false pretenses.** MK Colette Avital (Labor), chairwoman of the Parliamentary Inquiry Committee for the Location and Restitution of Property of Holocaust Victims, made the announcement. Avital spoke following the arrest of David Golan from Tel Aviv, a former senior executive in the Bank Leumi credit department. Golan and a private investigator, who was also arrested, are suspected of stealing millions of shekels from dormant bank accounts and selling information about the accounts to various parties. Avital announced that the results of the Knesset's tender for choosing an accounting firm and a law firm for the investigation would be published within two weeks. Avital claims that the disclosure of the suspicions against Golan and the private investigator reinforces the suspicion raised in the committee that the applications by heirs of Holocaust victims concerning funds left in bank accounts were turned away because the funds in question had disappeared. Avital says that for this reason, "One of the first matters to be addressed by the external investigation will be to trace documents concerning the dormant accounts, the information about which should have reached the heirs." The suspicion that some of these accounts belonged to Holocaust victims stems from the fact that the defrauded accounts were from a period that preceded the computerization of the bank's books. **The police suspect that the bank official transferred various information from the accounts of deceased customers to the private investigator, who sold them to external parties.** These parties used fraudulent means to withdraw the funds. The Generali fund for Holocaust victims announced this week that it had paid \$10 million to date to 551 applicants for 1,019 policies issued before WWII. This contradicted much lower figures given last week to the Knesset Finance Committee subcommittee on insurance. The fund said that it had paid \$1.4 million last month alone, the highest amount it had paid in its four years of operation. The amount was distributed among 75 claimants for 203 policies. The largest sum, \$270,000, was given to a US citizen, who inherited the insurance policies of his father and his uncle from Czechoslovakia, who died in the Holocaust.

Published by *Israel's Business Arena* le 20 septembre 2001.

On comprend donc pourquoi les milieux bancaires ont essayé d'empêcher la commission d'enquête parlementaire de faire son travail: ses membres pillent tranquillement les comptes appartenant aux chers juifs disparus. C'est le pillage généralisé. La presse est priée de ne pas mettre son nez dedans. Et la presse des larbins obéit sans barguigner.

SYMPOSIUM DES GANGSTERS

Holocaust Restitution: Reconciling Moral Imperatives with Legal Initiatives and Diplomacy

Date(s): 11.nov. 01 (Thurs.)

Location: James B.M. McNally Amphitheatre, Fordham Law School, 140 West 62nd Street (west of Columbus Ave), New York City

Sponsor: The Louis Stein Center for Law and Ethics

Featuring a keynote address by Stuart **Eizenstat**, President of the World Jewish Conference, this Symposium will seek to address the aftermath of the **complex** restitution efforts involving dormant accounts once held by Holocaust victims and the looted Jewish assets which had been deposited in Swiss banks during World War II, as well as explore **the relationship of such efforts to moral justice** and the **search for historical truth**. Topics and panelists currently include: Panel I: *The Evolution and Objectives of the Holocaust Restitution Initiatives* Moderator: Eva Fogelman, author and psychologist, leading authority on Holocaust-related trauma | Panelists: Professor Richard

Weisberg, Cardozo Law School, lead lawyer in the French Bank case; Professor Vivian Grosswald Curran, University of Pittsburgh School of Law; Professor Elazar Barkan, Claremont College, author, *The Guilt of Nations: Restitution and Negotiating Historical Injustices*; Otto Lambsdorff, Negotiator on behalf of the German government Panel II: *The Strategies Used to Achieve the Non-Monetary Goals of Holocaust Victims* Moderator: Professor Russell Pearce, Fordham University School of Law | Panelists: Sam J. Dubbin, Esq., Dubbin & Kravitz, lead counsel in a class action ; Professor Michael Bazylar, Whittier Law School, Sam Bloch; Eli Rosenbaum, Director, Office of Special Investigations, US Department of Justice Panel III: *The Methods Used to Secure Monetary Restitution* Moderator: Menachem Rosensaft, Esq., Partner at Ross & Hardies, Council Member of the United States Holocaust Memorial Museum | Panelists: H. Carl McCall, Comptroller, New York State; Mel Weiss, Esq., Milberg, Weiss, Bershad, Hynes & Lerach, LLP, counsel in class action filed in the Eastern District of New York; Professor Burt Neuborne, New York University School of Law, one of the lead counsel in the original Swiss Bank class action lawsuit; Judah Gribetz, Esq., Richards & O'Neil, Special Master, Eastern District of New York for the Swiss Bank case Panel IV: *Allocating the Proceeds of Settlements: Looted Assets, Successor Interests, Recovered Properties and Settlement Funds* Moderator: **Daniel Jonah Goldhagen**, Author, *Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust* | Panelists: Gideon Taylor, Executive Vice-President, Conference on Jewish Material Claims against Germany, Inc.; Monica Dugot, Deputy Director, New York State Banking Department, Holocaust Claims Processing Office; Professor Maria Marcus, Fordham University School of Law; Paul Volcker, Former Chairman of the Board of Governors of the Federal Reserve System; Neal Sher, Chief of Staff, International Insurance Commission

On a ainsi une liste à peu près complète des auteurs du plus grand casse du siècle. On trouvera un article impitoyable dans The Times, parfaitement impubliable en France.: Le voici:
<<http://www.thetimes.co.uk/article/0,,3-2001354387,00.html>>

Swiss Holocaust cash revealed to be myth

By Adam Sage in Paris and Roger Boyes in Berlin

Most dormant Swiss bank accounts thought to have belonged to Holocaust survivors were opened by wealthy, non-Jewish people who then forgot about their money.

The announcement marks the end of a four-year independent investigation into the archives and vaults of the world's most secretive banking system. It will come as a disappointment to many Jewish families, who were sure that their dead relatives left behind fortunes in Switzerland.

A 17-member tribunal based in Zurich was set up in 1997 to investigate the identities of 5,500 foreign accounts and 10,000 Swiss accounts that have lain dormant since the end of the Second World War.

The tribunal said that it had processed about 10,000 claims in response to the list of dormant account names published by the Swiss Bankers' Association five years ago. Only 200 accounts -- containing £6.9 million -- could be traced to Holocaust victims.

"It was a very difficult and often sad process," Alexander Jolles, the secretary-general of the Independent Claims Tribunal, said. "When we first set up the tribunal, we were sure that nearly all these accounts would be those of Nazi victims. But few were."

Seventy-nine per cent of the accounts declared dormant by the Swiss banks were traced to wealthy families who had lost trace of their money.

One French family told researchers that they had simply forgotten about the SwFr200,000 placed in a Swiss account before the war.

Mr Jolles said that many of the accounts were small, with only 5 per cent containing more than SwFr100,000 (£42,300). About half contained less than SwFr1,000 and a third held less than SwFr100. The smallest contained SwFr0.08.

"I would guess that the holders withdrew money from them during the war and then left a small sum in them, which was subsequently forgotten about," he said. "These people were not poor. They were pretty much the same sort of people who would put their money in Swiss bank accounts today."

"The biggest groups were French and Americans, but there were also Italians, Germans and others. Some were no doubt aristocrats, but by no means all."

The biggest account was a securities investment containing SwFr4 million that was handed to a wealthy southern European family. "Two generations had gone by and the descendants who are alive today had lost trace of this money. It had just gone on growing in the meantime."

Many of the accounts were opened in the 1920s when Switzerland was seen, as it still is, as a haven in a troubled world. In 1936, a large number of French aristocrats and industrialists placed money there after a radical left-wing Government came to power. At least one account dated from the 19th century.

Claims were filed for about half the 5,570 foreign-owned accounts discovered. "In prewar days, a hotel address was sufficient to open an account," Mr Jolles said. "So finding the truth was extremely difficult."

"We had claimants from 70 different countries speaking more than 15 different languages, and co-ordinating these people and drawing up their family trees has been a complicated business. Sometimes we had 125 people claiming the same account. Since there was no way of distinguishing between them, the banks had to pay out to all of them." Switzerland came under heavy criticism in 1997-98 for its reluctance to consider wartime claims. The United States threatened it with sanctions and relatives of Holocaust victims launched class action lawsuits in the US.

The Swiss banks agreed to a settlement of \$1.5 billion (£1.03 billion) on the understanding that they would be spared further Holocaust claims. The banks say they will pay the costs of tracking down the dormant accounts from their own coffers.

The Times, 13 octobre 2001.

LES AVOCATS SE GOINFRENT

Lawyers make millions yet Holocaust victims get few thousand dollars each

By Mary Dejevsky in Washington

The biggest beneficiaries of the hard-fought settlement for Holocaust victims will be the lawyers who negotiated it. While the victims will receive between \$2,500 (£1,780) and \$7,500 each, 11 of the more than 50 lawyers involved in the case will collect fees in excess of \$1m each. The American government's chief negotiator in the talks, Stuart Eizenstat, denied that the discrepancy was unseemly or that the lawyers were snatching money from the victims they had represented. "There are widely held views that, somehow, the lawyers in these cases made out like bandits at the expense of the Holocaust victims, which is grossly untrue," he told *The New York Times*. The normal contingency fee, Mr Eizenstat said, was one-third of the settlement. In this case, the lawyers had agreed to split a sum that amounted to a bare 1.5 per cent of the total. Among the highest earners are Melvyn Weiss of Milberg, Weiss, Bershad, Hynes & Lerach, a Manhattan law firm, who will be paid \$6.3m, Michael Hausfeld of Cohen, Milstein, Hausfeld & Toll in Washington DC, who will receive \$5m and Burt Neuborne of the New York University School of Law, who will collect \$4.4m. A total of 51 lawyers were retained in a multiplicity of lawsuits brought on behalf of people drafted as forced labour by Nazi Germany. Most of the former labourers are now in their seventies and eighties, and many others died in the year it took to agree the final details of the settlement. Agreement by German companies and the German government to create a joint \$5.5bn fund to pay reparations was followed by months of legal wrangling in Berlin and America. The German companies wanted the settlement to be final, and enshrine a guarantee that they would face no further liability claims. This demand was finally met last month, when a series of outstanding claims was dismissed by US courts. The German Parliament is now expected to approve payments for the victims and the lawyers before its summer recess. The first beneficiaries, who will include the lawyers, will reportedly receive their payments within the next month. Survivors of concentration camps or ghettos are eligible for the highest payments – \$7,500 – which will be paid in two instalments: an initial payment of \$5,000 and the balance after fund administrators establish exactly how many claimants there are. People not held in camps or ghettos but forced to work for German companies or the government could receive \$2,500.

The Independent, 18 juin 2001.

Mais il y a d'autres tentatives d'extorsion :

LA BATAILLE DU RAIL

Un juge va décider si la SNCF peut être poursuivie

New York, 4 sept (AFP) -- Les avocats de survivants de l'Holocauste qui veulent poursuivre la compagnie ferroviaire française SNCF devant la justice américaine pour son rôle dans la déportation des juifs vont remettre sous peu des documents supplémentaires à un juge new-yorkais, qui prendra une décision d'ici quelques semaines, a indiqué l'un d'eux mardi. Harriet Tamen, l'un des défenseurs des victimes, a indiqué à l'AFP qu'au cours d'une audience jeudi dernier devant le juge David Trager, du tribunal fédéral de Brooklyn, le magistrat a demandé aux deux parties des précisions, notamment sur la question d'une éventuelle immunité dont pourrait bénéficier la Société Nationale des Chemins de Fer. "Il est clair que le juge se pose encore des questions et voudrait des compléments d'information des deux parties" a déclaré à l'AFP Mme Tamen. "Il est particulièrement intéressé par la question de l'immunité (...) Nous allons apporter des informations supplémentaires au juge avant la semaine prochaine, puis il prendra une décision". Le cabinet du juge Trager a précisé mardi que le magistrat devrait décider dans un délai maximum d'environ 45 jours si la plainte contre la SNCF est recevable devant la justice américaine. Une quarantaine de survivants des "trains de la mort" ou membres de leurs familles ont assisté à l'audience, a ajouté l'avocate. Les avocats américains de la société publique française estiment que leur client, parce qu'il est un monopole de l'Etat français, dispose de l'immunité et ne peut être poursuivi devant un tribunal américain. Ce statut de monopole d'Etat lui permet de bénéficier de l'immunité réservée par la loi américaine aux Etats étrangers, plaident-ils. Mais les survivants font valoir que sans la coopération active de la SNCF, qui facturait ses services au nombre de personnes transportées, les nazis auraient eu beaucoup plus de mal à mettre en oeuvre la "solution finale". Les avocats des plaignants estiment disposer d'assez de preuves pour étayer leurs accusations, selon lesquelles au moins 75.000 personnes, la plupart juives, auraient été déportées de France vers les camps de travail ou d'extermination grâce à la collaboration de la SNCF de 1942 à 1944. Des actions en nom collectif entamées aux Etats-Unis au cours des dernières années contre les banques suisses ou l'industrie allemande ont permis aux victimes d'obtenir des millions de dollars d'indemnités.

BANQUIERS ET VOLEURS

Bankers and Robbers

By Israel Shamir

"Swiss Holocaust cash revealed to be myth", announced the Times this Saturday (October, 13), lowering curtain on one of the bizarre and obnoxious dramas of extortion and robbery. It began in 1995, as two important gentlemen, Edgar Bronfman, chairman of the World Jewish Congress, and Abraham Burg, a rising star of Israeli politics, visited Swiss banks on a humanitarian mission. "You have billions of dollars deposited by the Jews before WWII, they said.

- We want the moneys repaid immediately, whilst the survivors of the Jewish holocaust are still alive. Let them enjoy the last years of their life in relative comfort', they said. Bronfman and Burg were the men banks and insurance companies wake up and listen to.

Edgar Bronfman inherited his billions from his father Sam, a Mafia boss. Sam made his fortune by the illegal trafficking of booze into the US: he blended the stuff in Canada and smuggled it across the lake through his network of gangsters during the Prohibition period. Sam Bronfman made even more money as a loan shark. Shortly before his death, he was asked by a journalist, what is the greatest invention of mankind? True to form, he replied, interest on loans.

The capitals earned by crime and squeezed from debtors could help in politics. In Jewish politics as well, as you do not have to be elected to become an important figure. You can always rent two rooms in an office building and put a sign of World Jewish Association, Survivors' Forum or Jewish Liberation Organization, and you are in the business. There is no copyright to such titles. Bronfman's World Jewish Congress was exactly such a tiny body with such a grand title. Before Bronfman, it had this or other nice Jewish fatherly figure in the chair, such as his predecessor Nahum Goldman, but it pulled no strings and cut no ice. With vast capital of Bronfman, it became a power structure.

Avrum (Abraham) Burg, the speaker of the Israeli Knesset (Parliament) and a candidate to the leadership of Israeli Labour, was the son of an important Israeli politician, a leader of the National Religious Party, Dr Burg, who served all governments of Israel as a Minister for 40 years until his demise. Avrum provided a good sound-bite on ABC Nightline on 2.8.01, when he described Palestinians as 'people you do not want your daughter to get married to'. Avrum needed a sponsor to get forward in politics, while Bronfman needed a reliable Israeli partner for his plan. No bank or insurance company could refuse such important gentlemen. After short resistance, the Swiss gnomes gave in, and the titular heads of Jews walked away with large pot of cash. 'These Jews want to rob our banks and insurance companies in the name of their holocaust', the Swiss probably fumigated. But they were mistaken. While this story began as Elders of Zion Revisited, its continuation followed the script of the Sting. Six years passed by, but almost no money left the benevolent grasp of international commissions created by Bronfman and Burg. Practically nothing was given to the survivors of the Jewish holocaust. The moneys were misappropriated by the same people that demanded justice for the victims.

Recently the authoritative LA Times <mhtml:mid://00000082/#_edn1> [i] stated: "An international commission created to resolve Holocaust-era insurance disputes has reportedly spent more than \$30 million on salaries, hotel bills and newspaper ads while distributing only \$3 million to claimants". The members of the commission turned it into a high class travel agency and entertainment spot, LA Times wrote: 'The documents show that since 1998 the commission has held at least 18 meetings with up to 100 participants at hotels in London, Jerusalem, Rome, Washington and New York'. As to the slave labour settlement, The Independent <mhtml:mid://00000082/#_edn2> [ii] reported, 'while the victims of the Holocaust will receive (maybe) between USD 2,500 and USD 7,500, the <Jewish> lawyers who negotiated the settlement will collect fees well in excess of 1 m each'.

Now, the Times reported that Swiss banks checked the dormant accounts and found that they did not even belong to the Jewish victims of Holocaust. They belonged mainly to 'wealthy non-Jewish people who forgot about their money'. The Swiss haven't not paid \$1.5 b to Bronfman and Burg, because they became convinced in their claims. They paid because they had no choice, Bronfman (together with Mark Rich) was an important supporter of President Bill Clinton, and Clinton would do his asking, probably stopping just short of bombing Switzerland. Some parts of the story began to surface in CUNY Professor Norman Finkelstein's best-selling book, Holocaust Industry and caused major controversy. Finkelstein objected to the extortionist methods of the Jewish organisations. They presented him as a liar and an anti-Semite. Now, a year after his book was published, more unexpected and juicy details of sordid dealing begin to leak. If the data will be confirmed, we are looking into the greatest robbery ever perpetuated in the 20th century.

Apparently, Professor Finkelstein got some things wrong: to the chagrin of the Jew-haters, the victims of the robbery were not only the banks and insurance companies, but ordinary folk of Jewish origin. To the embarrassment of the Jew-lovers, the robbers were the self-appointed Jewish leaders who claimed to represent the Jewish people.

II

The man behind this discovery is very different from the New York Professor Finkelstein. Martin Stern is a wealthy British businessman, deeply involved with real estate, Jewish and Zionist causes. He works in London and spends his weekends in his spacious apartment in Jerusalem's Orthodox neighbourhood. He does not miss a single prayer in his shul, gives to charities and loves Israel.

His casual meeting with a Swiss banker in Villars, a prestigious resort in the Swiss Alps, started the machinery of holocaust claims. The banker told Stern an interesting small tale. His bank, Union Suisse (USB), computerised its business in 1987 and discovered many accounts dormant since 1939. The bank managers came to conclusion that some SF 45 million (30 m USD) of deposits probably belonged to the Jews who had died during or after the war. 'We did not want to keep somebody's else money', -- said the honest Swiss banker, -- we called the World Jewish Congress and asked them to help and find the heirs to the funds. The Congress replied: "It is not on our agenda". Cold-shouldered Swiss transferred the \$30 million to the Red Cross.

Martin Stern was touched by the story and told it to Israeli Radio. Two weeks after the broadcast, 'coincidentally' Bronfman and Burg knocked on the doors of the Swiss Banking Corporation demanding the cash. As we have stated above, they got the money but kept it for their purposes. Martin Stern felt he was involved and he followed the story in its development.

He became increasingly worried with the way the Holocaust money was handled. Beside their own salaries, the Claims conference spent USD 43 m for the food parcels for Russian Jews. This subject Bronfman and Burg did not mention when they went to the Swiss banks and asked to speed up the payment to survivors, to people who owned the money. Had their agenda changed?

Family circumstances led Stern to a connected story of the Generali Insurance. Before the WWII, the Generali was a big Italian insurance business, owned by Italian Jews. 'Many insurance companies before the WWII were in the Jewish hands, as in those days insurance was a small man's bank', Stern explains. The Generali had big assets in Palestine, as well as in Balkans and Italy. Despite the war, Italian fascism and Holocaust, the Generali retained its Jewish connection. They did not want to follow the example of Swiss and Germans and denied all knowledge of the pre-war policies. Stern investigated at his own expense and succeeded to locate the secret storage where the bosses of the Generali kept the pre-war policies. He found out that the Generali owes huge sums to heirs of their insured. His discovery forced the Generali Assurance to mend their ways and agree to pay, wishing to make amends to their policy holders personally.

III

Now, if the deceased wouldn't be Jews, their heirs would get the value of their policies from the relevant insurance company or a bank. But, as you have been suspected all along, we Jews are different. We are different because we are more naive than somewhat. That is why we agreed to have an intermediary -- the Jewish leaders -- to deal with the (largely Gentile) World.

From 1950s on, Jewish leaders made a fortune as the intermediary, as the compensation did not go straight to the heirs and survivors, but went to the sticky hands of the leaders. The Israeli Jews were supposed to receive the compensation and pension via Israeli channels, while European Jews received their money straight from the Goyim. Astonishingly, the survivors who were paid via Jewish hands, always got less, sometimes much less. The Jewish state, Jewish banks and Jewish organisations earned on every transaction, and they did not miss a single trick. When Israel ran high inflation, the pensions of the survivors were always under-indexed. Banks did not transmit the funds on time.

When the Russian Jews arrived to Israel, the Jewish leaders reached an agreement with Germany to provide for the survivors. A lion share of the funds given by Germans remained in the hands of the Jewish organisations, intermediaries and other dealers.

Whoever relied upon our Jewish brothers was screwed up, as robbing fellow-Jews is a favourite pastime of Jewish crooks, leaders and bankers. A cynical man would say: the very idea of the Jewish People is the best invention of crooks. In the days of our grandfathers, it was not working all that well, as the Jews knew: a Jewish crook would cheat a fellow Jew as fast as he would cheat a Goy, and probably faster. But now we forgot this important notion.

IV

After Martin Stern found the policies, the Generali Insurance agreed to cooperate and pay. But the Israeli and Jewish politicians wanted to remain in the play. They negotiated a fixed settlement with the Generali on behalf of the Jewish policy holders. It was a crazy idea: whether the Jews are a religious or an ethnic group, surely they insured their lives as private persons. Moreover, they did not empower Israeli politicians to represent them. But the politicians negotiated the settlement, received one hundred million dollar, called it The Generali Fund, and began to use it as their own. They forgot the interest of Jewish policy holders, or, probably, they never considered it but a figure of speech.

In June '01, out of 1250 policy information requests, the Generali Fund treated only 72. The policy holders were sent there and back, often refused for no reason or received no reply at all. In despair, they turned to Italians, and they promptly paid. It was an additional proof that we Jews need Jewish intermediaries as much as fish needs a diving suit. In the same time, the Fund trustees made 270 'ex gratia humanitarian payments'. They sent food parcels to the Russian Jews, in order to attract them to Israel. I am sure the Generali insurance would be very happy to feed the Russian Jews and to increase their Zionist zeal, but why the Israeli politicians did not say so while negotiating the settlement?

Martin Stern discovered that trustees of the GF became frequent fliers to Italy on the expense of the Fund, and when it appeared as too small money, they did not hesitate to ask the Generali for substantial fees. The problem crossed the ocean, and the American claimants discovered that their claims were 'settled' by the politicians. American Jewish organisations supported their Israeli buddies. An important player in the system was Lawrence Eagleburger, a former U.S. Secretary of state. This great man chairs the commission of Jewish leaders for dealing with Holocaust related insurance claims and draws a \$350,000 annual salary. In Stern's opinion, the insurance settlement money would barely suffice to pay the policy holders. That is why he is horrified by ease Messrs Bronfman and Burg waste the funds on other worthy things.

V

While the Jewish organisations gave hard time to the Swiss and the German banks, they became much more timid when they came across a Jewish bank. Bank Leumi of Israel has probably more funds of the perished Jews than any Swiss or German bank. You will laugh, but Israeli bankers are not in a rush to return the money. As a matter of fact, they stick to the cash like glue. Before the WWII, many European Jews deposited their savings in the Anglo-Palestine Bank, the main Jewish bank of British Palestine, as Bank Leumi was called before 1948. Some of them made deposits, others rented safe boxes. Not only Jews used the bank -- its cellars stored vast fortunes of Palestinian Christians and Muslims as well.

Many Palestinians lost their deposits in the great upheaval of 1948. Israeli banks used all ways to block their moneys and let them disappear as the inflation soared. But the Jews did not fare better. Apparently, the worst place where a Jew could leave his money for safe keeping was Bank Leumi, the National Bank of Israel. The Holocaust survivors and heirs of victims were met with adamant refusal of Bank Leumi to open up its documentation for inspection.

In course of privatisation, Bank Leumi became partly owned by the Generali Assurance. Migdal Insurance, Generali and Bank Leumi constitute an intertwined group of businesses and businessmen with dubious record. Same men sit on the board of the companies, sharing perks and shifting around funds.

Martin Stern discovered that in 1950s, Bank Leumi staff opened, without external control and supervision, even without writing a protocol, all dormant safe boxes. Their contents were pushed into brown envelopes and stored hidden from the public eye. As a colourful detail, he was told of a trunk that stood in the offices of Bank Leumi for years, to the chagrin of typists who tore their stockings at its corners. When the trunk was opened, they found there a real treasure, apparently placed for safekeeping by a Coptic church. Until now, the trunk has not been returned to the Church.

Marin Stern could not believe such flagrant breach of banking laws was possible. In the course of his struggle for the interests of Holocaust survivors and their heirs, he demanded from the Bank Leumi officials to publish the names of the safe box owners, whose deposits were removed by the bank. At first, the Director General of the Bank, Galia Maor, denied the bank opened the boxes. When presented with evidence, she replied sternly, 'we found only love letters'. I wonder whether such reply, if given by the Swiss, would be acceptable for the Jewish organisations. The fate of currency deposits was not different from the safe boxes, as the Bank Leumi could win both ways. A Mrs Klausner deposited before the WWII in Bank Leumi 170 pounds sterling, an equivalent of US\$ 25,000 in today's value. When she came to claim her deposit, Bank Leumi offered her NIS 13, or US\$ 4. In order to avoid future embarrassment, the bank officials began to destroy old documentation.

The tricks of Bank Leumi attracted attention of the Israeli press and the Knesset (Parliament), and a parliamentary commission of enquiry was called for. It took six months of intensive negotiations to form the commission, but in its charter there was one conspicuous fault. The survivors demanded to find out the persons responsible for hiding their funds for half a century. This demand was not included in the chapter. Even worse, the commission includes persons responsible for the present state of things. Zvi Barak was a member of Bank Leumi management, he also sits in the management of Generali Fund, he was sent to investigate the Swiss banks and now he is supposed to find out the culprits in his own bank.

Michael Kleiner is a right wing MP of Herut party. He wrote to the parliamentary commission of enquiry, 'the Bank destroys documents in two different sections, and now there is deep suspicion regarding the Holocaust deposits and especially the brown envelopes of the safe boxes'.

Recently Bank Leumi became known for large scale cash laundering, when the fortunes stolen by Vladimir Montesinos and his boss Alberto Fujimori, an ex-president of Peru, were traced to the Bank Leumi's office in Switzerland. One can't understand the word 'laundering' in reference to such a bank, as probably it would make a handkerchief dirty if laundered.

VI

The biggest achievement of the Jewish leaders was recorded in Germany, in 1991, as East Germany joined the German Federal Republic. After 1945, the Socialist East Germany did not return property to German pre-war owners, whether Gentiles or Jews. Theirs was a good logic. East Germans did not subscribe to the notion of the 'Jewish people'. They dealt on equal footing with the German citizens, Jews or not. They thought that the Nazi idea of Jewish separateness was laid to rest in 1945. They were wrong. West Germany accepted the feudal concept of Jewry in 1950, when it paid compensation for the Jewish property – not to survivors or their heirs, but to the state of Israel and the Jewish leaders elsewhere. West Germans did it again in 1991.

For instance, two Germans, Moses and Peter, perished in the war, and left some property in East Germany. Property of Peter the Gentile remained in the hands of the German government, until his heir was found. If he would have no heirs, the property would remain in the hands of German people. But property of Moses the Jew would pass into the hands of Messrs Bronfman & Burg as the leaders and representatives of the Jewish People, members of the Conference for Claims. Germans transferred the property that belonged to their Jewish citizens on the territory of the East Germany into the hands of the Conference.

The Conference was a fictitious body of 44 men representing nobody. Some of them were sent, for instance, by a grandly named Anglo-Jewish Association, whose total membership is about 50. Only two persons 'represent' millions of Israeli Jews. This Conference was supposed to find rightful heirs of Moses, and other Germans of Jewish origin.

However, the Jewish leaders had a better idea. They knew that many owners would never come to claim their houses anyway, and the property will be theirs. But it was not enough for the greedy bastards. They put a certain date after which they would not consider the claims of heirs. That was a strike worthy of Jewish genius: some thirty billion dollars worth of property became theirs as if by right. From now on, they could take easy the claims of rightful heirs. And the billions dollars of rent would accumulate on their accounts.

American Jewish survivors' organisations began their fight against the Jewish leaders. They demand from the Conference to make public full lists of their assets, to find real heirs and to give up the assets. They think of suing Germany, Italy and other countries and organisations that for some mysterious reason subscribed to the medieval idea of 'Jewish property'. They say, property could be of individual Jews only, not some odd 'Jewish property'. As this story proved, such ideas are good for the self-proclaimed Jewish leaders to keep them in the style they are accustomed to, but for ordinary folks of Jewish origin it is the right time to give up the expensive illusions of Jewish solidarity.

Israel Shamir is an Israeli journalist living in Jaffa. This article can be freely transmitted by electronic means and displayed on internet sites. Hardcopy publications should apply for permission to <info@israelshamir.com>

<[mhtml:mid://00000082/#_ednref1](mailto:mid://00000082/#_ednref1)> [i] <<http://www.infobeat.com/cgi-bin/WebObjects/IBFrontEnd.woa/wa/fullStory>>

<[mhtml:mid://00000082/#_ednref2](mailto:mid://00000082/#_ednref2)> [ii]

Independent, 18.06.01, by Mary Dejevsky from Washington.

COMMENT EMPOISONNER LA JEUNESSE

Educators, (kindergarten through college) will find at this site materials which can be brought into the classroom and studied. Whenever possible entire documents are included and may be downloaded for direct use in the classroom. Clearly marked editorial items will appear on this web site. Those items do not necessarily reflect the opinions of the Holocaust Teacher Resource Center or the Holocaust Education Foundation, Inc., nor those of the sponsors SEVAnet and Christopher Newport University.

This **Holocaust Teacher Resource Center** (TRC) web site, is dedicated to the memory of the six million Jewish people slaughtered during the Holocaust and the millions other people slaughtered during the Nazi era. It strives to combat prejudice and bigotry by transforming the horrors of the Holocaust into positive lessons to help make this a better and safer world for everybody. This site is sponsored by the **Holocaust Education Foundation, Inc.**

Learn about the founder, Dr. Mark Nataupsky. You can reach him by e-mail at <marknat@Holocaust-trc.org>

Demandez du pognon, ça ne coûte pas d'essayer...

<<http://www.Holocaust-trc.org>>

The Center for **Advanced Holocaust Studies** of the United States Holocaust Memorial Museum announces a seminar for professors who are teaching or preparing to teach a Holocaust or Holocaust-related course with the approval of their institution. The seminar will take the form of lectures and discussions. It will be offered in daily three hour sessions from June 3 to 14, 2002 by Professor Omer Bartov, the John P. Birkelund **Distinguished** Professor of European History in the Department of History, Brown University, and author of *Hitler's Army: Soldiers, Nazis, and War in the Third Reich*; *Mirrors of Destruction: War, Genocide, and Modern Identity*; and *Murder in Our Midst: The Holocaust, Industrial Killing, and Representation*.

Dawn Barclift <dbarclift@ushmm.org> 9 oct 2001

RÉVIZOS SANS LE SAVOIR

Gary Weissman <weissman@mail.ecu.edu>:

I don't know if Nyiszli's book is properly categorized as being a memoir of a Sonderkommando. I'd suggest *Eyewitness Auschwitz: Three Years in the Gas Chambers* by Filip Muller. Muller is also interviewed by Lanzmann in *Shoah*. **The veracity of his testimony is questioned** by Inga Clendinnen in *Reading the Holocaust*. Nyiszli's memoir has been the subject of interesting commentary by Bruno Bettelheim and Jean-Claude Pressac, *themselves controversial figures*.

H-Holo Mon, 8 Oct 2001 12:37:31 -0500

Dr. Nyiszli's book belongs to the early publication of the Shoa, it was published already in March 1946 in *Oradea* (Nagyvarad) **it differs a bit from the English version**, précise Gabor Hirsh le même jour.

Donc Hirsch, acharné zolo magyarophone, confirme que la traduction de Tibère Kremer déforme le texte, comme Rassinier avait cru pouvoir l'établir, sans lire une ligne de hongrois.

LA QUESTION DE TRIESTE

10 octobre 2001

Révisionnisme et Dignité des Pays Vaincus

de Guillaume Fabien

Samedi et dimanche 6-7 octobre s'est tenu, dans la salle des congrès de La Fiera à Trieste, un colloque organisé par l'Association culturelle Nuovo Ordine Nazionale sur le thème "Révisionnisme et dignité des pays vaincus", auquel ont participé des rapporteurs de diverses nationalités.

Jean-Louis Berger

Cette réunion de deux jours, organisée à l'initiative du chef de Nuovo Ordine Nazionale, M. Angelo Cauter, a débuté par l'intervention de M. Jean-Louis Berger, ancien professeur d'histoire dans un collège en France, condamné en justice et exclu de l'Education nationale pour avoir dit à ses élèves que le camp de Nordhausen en Allemagne avait été un camp de concentration et non d'extermination et que les cadavres montrés dans une photo parue dans un hebdomadaire français, de façon à laisser entendre qu'il s'agissait des victimes du nazisme, furent en fait les corps des victimes d'un bombardement américain. "Et ça-- a-t-il précisé -- ce n'est pas que moi qui le dis mais d'autres historiens le disent aussi, des gens que l'on ne peut soupçonner d'antisémitisme." Du temps de son exercice, M. Berger n'avait pas caché son affiliation au Front National, parti injustement accusé de nourrir telles opinions.

J.-L. Berger a expliqué en outre que le problème juif était seulement un des problèmes auxquels avait dû faire face l'Allemagne après la première guerre mondiale.

Selon le professeur, son affaire a été montée et instrumentalisée pour des raisons politiques -- il s'était fait connaître comme candidat du Front National aux élections locales -- grâce à une loi sur la "liberté de la presse" qui interdit de diffuser des renseignements contraires à ce qui a été établi il y a plus de 50 ans par le Tribunal Militaire International de Nuremberg. "Mais le camp de Nordhausen -- a souligné l'historien -- n'a jamais été cité à Nuremberg comme camp d'extermination. Sans compter que mes déclarations n'ont pas été faites dans un lieu public ni exprimées dans un journal et que le procès s'est déroulé en dehors de toutes règles juridiques. On m'a ensuite attribué des phrases que je n'ai pas prononcées (j'aurais même dit qu'Hitler n'avait jamais existé !); l'avocat de la partie civile a affirmé que je voulais exterminer tous les juifs et un journal est allé jusqu'à m'accuser de pédophilie. De plus, à l'époque des faits je ne militais plus au Front national."

"On se trouve là -- a-t-il déclaré -- devant une nouvelle chasse aux sorcières, devant un procès d'intention qui se déroule dans un pays, la France, qui se prétend patrie des libertés et qui, pourtant, poursuit toute personne qui ose exprimer des pensées non conformistes sur certains sujets."

Vincent Reynouard

Le jeune historien français Vincent Reynouard (32 ans), lui-même chassé de son poste dans un lycée technique et radié de l'éducation nationale pour avoir fait connaître, en dehors de son exercice d'enseignement, certains de ses points de vue historiographiques, a souligné les responsabilités françaises et britanniques dans la réduction à la famine de l'Allemagne après l'armistice de 1918, dans le réarmement de l'Allemagne aux années 30 et dans l'éclatement de la seconde guerre mondiale. "Hitler -- a-t-il expliqué -- n'a pas pris le pouvoir mais est devenu chancelier à la suite d'élections libres. Qu'il s'est ensuite fait accorder les pleins pouvoirs est vrai, mais c'est aussi ce qu'avait fait le social-démocrate Ebert en 1923 en se fondant sur les clauses de la Constitution de Weimar. Quant à l'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss, il faut aussi dire que ce dernier avait usé de méthodes violentes avec les nazis. Pour ce qu'il en est de l'*Anschluss*, on oublie que la constitution de la république autrichienne elle-même réclamait le rattachement au Reich allemand."

L'historien, de formation scientifique (diplômes en mathématiques, physique, chimie), a tenu à commémorer l'anniversaire des propositions de paix faites par Adolf Hitler le 6 octobre 1939, c'est-à-dire huit jours après l'effondrement de la Pologne, en donnant une description détaillée de celles-ci, idées qui furent repoussées sans prise en considération sérieuse de la part de la Grande Bretagne et la France. L'attitude ainsi démontrée par ces dernières donne nettement à croire, selon Reynouard, qu'à la différence de l'Allemagne elles nourrissaient le désir de mener une guerre pan-européenne sinon mondiale, alors que, pour le moment, il ne fut question que d'une guerre locale.

"Les tentatives de Benito Mussolini -- poursuivit-il -- d'amener les puissances européennes à la négociation loyale en août 1939, comme il l'avait fait en septembre de l'an précédent, avaient, elles aussi, été systématiquement bafouées par une diplomatie britannique pratiquant un cynisme inqualifiable, et la décision du gouvernement français à déclarer la guerre à l'Allemagne fut prise avec un tel mépris pour ses propres lois et procédures parlementaires que l'on peut justement parler d'un coup d'état."

Russ Granata

L'Américain Russ Granata a estimé qu'il était impossible que les services secrets israéliens et américains ne fussent pas au courant de l'attaque qui allait s'exercer contre les Tours jumelles et le Pentagone le 11 septembre dernier.

"Au cours des 18 minutes qui se sont écoulées entre le premier choc et le second -- a-t-il dit -- on aurait pu abattre le deuxième avion et arrêter ce drame." D'après lui, en outre, le climat suscité par ces attentats a été bénéfique pour Israël seulement, tandis qu'il a porté tort à la cause palestinienne. Russ Granata a également soulevé l'hypothèse de la pose de micro-charges explosives dans quelques points névralgiques des deux gratte-ciel.

"Si les Etats-Unis -- a déclaré le chercheur -- n'avaient pas été amis d'Israël, il n'y aurait pas eu ces victimes innocentes. Israël veut la guerre totale; il a toujours obtenu ce qu'il veut, grâce au soutien aveugle de mon pays qui, à mon sens, devrait retourner au non-interventionnisme de ses origines, tel que l'avait préconisé le président Washington."

Ahmed Rami

Selon Ahmed Rami, officier marocain résidant en Suède et fondateur de Radio Islam: "Il n'y aura pas de «guerre de civilisations» dont rêvent actuellement les juifs, car il n'y a qu'UNE civilisation humaine dont le centre s'est déplacé à travers le temps et à laquelle tous les peuples ont contribué de façon constructive alors que les sionistes -- par domination, exploitation et corruption -- y ont toujours joué le rôle destructeur de virus! [...]"

"Les juifs dominent aujourd'hui -- notamment par la corruption -- le monde entier et surtout les USA: économiquement, culturellement et médiatiquement. Si les juifs ne revendiquaient que la Palestine, on pourrait arriver à un compromis en faisant des sacrifices de part et d'autre, mais eux ont transformé le monde entier en une «grande Palestine» occupée et exercent effectivement -- ou revendiquent -- la domination sur tous les pays du monde! ..."

Rami accuse le pouvoir juif d'un "terrorisme intellectuel de grande ampleur qu'il exerce dans la vie politique, dans les médias et dans l'enseignement, en vue de répandre les mythes issus de sa propagande. Au lieu d'un débat ouvert dans un contexte de liberté de recherche historique, la version mensongère juive de l'histoire a besoin aujourd'hui, pour s'imposer -- par la force -- de la protection de la loi et de la police!"

"Les juifs exercent sans limite, dans nos pays, des droits dont ils veulent priver les non-juifs. Un Français ou un Suisse n'a pas, aujourd'hui, les mêmes droits qu'ont les juifs dans son propre pays." Il ajoute: "Les juifs se croient «le peuple élu» qui a reçu de son «Dieu» le droit de s'emparer d'une terre qui appartient au peuple palestinien, et le droit d'exterminer ce peuple."

"Les juifs estiment -- selon leur «religion» -- qu'eux seuls sont des êtres humains, tandis que les autres seraient des «Goyim» (des animaux). Toutes leurs fêtes religieuses (telles le «pourim» et la pâque juive) sont célébrées pour fêter des exterminations barbares perpétrées par les juifs contre d'autres peuples. Le *Nouveau Testament* a, normalement, annulé l'*Ancien Testament* mais les sionistes veulent, aujourd'hui, judaïser le christianisme et annuler le Nouveau Testament".

"L'Islam et le Christianisme sont des religions universelles fondées sur les mêmes principes d'amour, de justice et d'égalité. Donc deux religions alliées contre le racisme juif et contre Israël dont les chrétiens palestiniens sont les premières victimes. Les 200 bombes atomiques d'Israël ne sont certainement pas pointées contre la Palestine. Ces bombes seront utilisées comme armes de chantage contre l'humanité tout entière et contre l'Europe en premier lieu!"

Ahmed Rami ajoute: "Le pouvoir juif est essentiellement fondé sur une escroquerie intellectuelle «légalisée» et sur le gigantesque bluff de l'«Holocauste», que nous tous, ensemble, devons et pouvons déboulonner. C'est pour cela que les sionistes ont peur de la liberté d'expression et de la liberté de recherche historique qui «risqueraient» de démarquer les légendes propagandistes juives de l'histoire véritable, fondée sur la recherche scientifique.

Quant à l'immigration extra-européenne en Europe, Rami s'est adressé aux musulmans: "Face à la haine suscitée par les médias juifs en Occident -- contre l'Islam et les musulmans, seuls à résister aujourd'hui contre l'occupation juive -- j'invite les immigrés musulmans en Europe à retourner chez eux pour libérer, développer et démocratiser leurs pays. C'est une question de dignité de l'Islam et des musulmans. L'hospitalité ne s'impose pas. Les musulmans doivent mettre de l'ordre dans leurs pays en chassant les dictatures du pouvoir et ainsi résoudre leurs énormes problèmes, parmi lesquels celui du chômage, chez eux, au lieu d'exporter leurs chômeurs vers l'Occident."

"A part le problème juif, il paraît que tous les problèmes trouvent une solution. L'occupation juive en Palestine constitue aujourd'hui -- depuis 50 ans -- l'expression concrète de la seule idéologie coloniale (d'apartheid raciste) encore en armes, sans aucune perspective de solution juste et qui menace gravement la paix au niveau mondial."

"Depuis la fin du colonialisme européen, il n'y plus aucune raison de conflit entre le monde musulman et l'Occident ou entre le monde musulman et la Chrétienté. Maintenant nous sommes tous dominés par la mafia juive qui exerce une occupation «chimique» en Occident et une occupation «mécanique» en Palestine. Je peux même affirmer sans exagération que la libération de la Palestine doit d'abord passer par la libération des USA et de l'Europe!"

Dans la corrida de la propagande sioniste, le torero médiatique juif fait agiter, devant le taureau occidental, le «danger islamique»! C'est ainsi qu'on nous fait nous tromper d'ennemi."

L'officier islamiste marocain s'est adressé alors à son auditoire européen pour dire: "Si les juifs veulent créer (sur une terre qu'ils ont volée) un état nationaliste juif, exclusivement pour les juifs, alors les Italiens et les Allemands et les Français doivent aussi avoir le droit légitime d'instaurer, dans leurs pays, un Etat nationaliste exclusivement chrétien. Dans ce sens, et pour répondre au culot juif, si j'étais Italien je serais -- comme vous -- chrétien, nationaliste italien et fasciste, et si vous étiez Marocains vous seriez certainement -- comme moi -- islamistes!"

"En clair, si les sionistes ont établi un état **juif** (en Palestine occupée), de quel droit nous refusent-ils l'établissement d'un état chrétien en Europe ou d'un état islamique dans le monde musulman?"

"Aujourd'hui, pour moi, le seul critère de clivage valable, entre amis et ennemis, doit être la position dans la question palestinienne et la position face au problème juif. Si Jésus lui-même retournait sur la Terre aujourd'hui, la seule question que je lui poserais serait: «Etes-vous pour ou contre l'occupation juive en Palestine?!» Celui qui a compris le problème juif a tout compris. Celui qui ne l'a pas compris n'a rien compris. Hitler avait parfaitement compris ce problème. Pour nous, musulmans, la deuxième guerre mondiale n'a pas été un conflit entre le bien et le mal, mais une guerre contre l'occupation juive, l'Intifada du peuple allemand. Une guerre entre Hitler et les racistes qui nous colonisaient ou qui rêvaient de nous coloniser! S'il y a un mal absolu c'est bien celui du projet colonial raciste juif. En tous les cas, le bien n'était pas représenté par nos occupants colonialistes ou par l'idéologie colonialiste juive que combattait Hitler! Les ennemis des juifs ne sont pas nécessairement nos ennemis à nous. Au contraire..."

Il a conclu: "Leur immense et funeste pouvoir se fonde sur un bluff, celui de l' 'Holocauste', que nous pouvons dégonfler ensemble tout comme on fait crever un gros ballon avec une toute petite aiguille."

Robert Countess

L'intervention du professeur américain Robert Countess, que ce dernier avait d'abord préparée pour la grande conférence révisionniste prévue à Beyrouth au mois de mars et interdite par le gouvernement libanais sous la pression sioniste et américaine, fut présentée par l'auteur de ces lignes. Le professeur a nié l'existence de preuves dignes de ce nom pour soutenir l'existence des chambres à gaz nazies; il a demandé à ses collègues historiens d'être plus rigoureux dans leurs recherches sur cette question et plus scrupuleux dans leur interprétation des données. "On ne peut pas -- a-t-il dit -- commettre le génocide du peuple palestinien et étendre le territoire de son état -- fût-il dit «Israël» -- en prenant une telle contrefaçon que la «Shoah» comme justification. Le peuple palestinien, en menant son insurrection contre un occupant fourbe et criminel, est pleinement dans son droit. Cela dit, tout terrorisme est condamnable, y compris le terrorisme palestinien: aucune excuse n'est recevable pour le meurtre d'un innocent. Mais où est le «Nuremberg» pour les tueurs sionistes, si constamment actifs depuis les années 40? Ils méritent tous la corde."

Il a soutenu que l'heure est venue pour les dirigeants des pays arabo-musulmans de permettre aux travaux des révisionnistes de se répandre et se développer au sein de l'Université, en sorte que les programmes scolaires soient par la suite débarrassés de la propagande alliée de la dernière guerre qui se fait passer encore pour «histoire». Puisque son discours a fini par se présenter en Italie, il a aussi adressé ce conseil au milieu universitaire italien, seul en Europe à être encore libre à le suivre.

Jürgen Graf

Le Suisse Jürgen Graf, sans nier la persécution exercée à l'encontre des juifs, a rectifié le nombre des victimes: 300.000 environ, et non 6 millions. Les causes principales en auraient été les épidémies se propageant dans les camps de concentration et de travail, les carences alimentaires et les mauvais traitements. A son avis, toutefois, il n'existerait ni preuves matérielles certaines, ni documents fiables, ni témoignages suffisamment sérieux pour établir l'existence de chambres à gaz utilisées à des fins homicides; il citait à ce propos un historien français, Jacques Baynac (pourtant hostile au révisionnisme et aux révisionnistes), car ce dernier, dans un article paru en Suisse en septembre 1996, s'est senti obligé de reconnaître l'absence de telles preuves.

Les témoignages existants seraient contradictoires et se démentiraient entre eux. "Dès 1941 -- a déclaré Graf -- les organisations juives et le mouvement de résistance polonais ont commencé à diffuser des rumeurs de propagande au sujet des camps, faisant état de «chambres à vapeur» et d'installations relativement petites dans lesquelles on aurait entassé des milliers de personnes, avec des sols qui s'abaissaient jusqu'à ce que les prisonniers eussent les jambes dans l'eau; à ce moment on aurait déclenché une secousse électrique qui les aurait tous foudroyés d'un seul coup. Pourtant, par la suite on n'a plus parlé de ces systèmes: depuis cinquante-six ans on ne parle plus que des chambres à gaz." Selon Graf, il s'agit de mensonges typiques des périodes de guerre. "C'est ainsi -- a-t-il dit -- qu'on a fait croire que les Irakiens au Koweït avaient tué des nouveau-nés dans leurs couveuses et que les Serbes s'étaient livrés au Kosovo à des massacres qui n'ont jamais eu lieu. Une fois terminées les guerres d'Irak et du Kosovo, ces mensonges ont été dénoncés; en revanche, les mensonges qui sont liés à l' «Holocauste» persistent encore aujourd'hui. Sans compter qu'on ne parle jamais des 15 millions d'Allemands expulsés de la Prusse, de la Silésie et de la Poméranie, une déportation barbare au cours de laquelle deux millions ont péri, ni des *foibe istriane* [il s'agit des dolines dans la province d'Istrie -- annexée par la Yougoslavie après la guerre -- dans lesquelles des milliers de soldats et partisans de la République Sociale Italienne furent jetés, souvent encore vivants, par les communistes italiens et slaves en 1945]. Le mythe de la Shoah sert surtout à instiller dans le peuple allemand le sentiment de culpabilité, et toute critique envers les juifs est taxée d'antisémitisme."

En répondant à la question d'une dame dans l'auditoire qui avait demandé pourquoi les divers gouvernants de la République Fédérale Allemande, à commencer par Konrad Adenauer, ont si soigneusement respecté ce mensonge qui diffame leur peuple, Graf a dit que l'état allemand mis en place par les anglo-américains après la guerre est loin

d'être habilité à défendre l'honneur du pays: si jamais l'enseignement révisionniste se répandait en Allemagne, cela déclencherait immédiatement une révolution qui évincerait ce piteux état et son équipage composé très largement de traîtres à la patrie.

Fredrick Toben

Enfin est intervenu l'Australien Fredrick Toben, qui lui-même fut incarcéré en 1999 pour un an en Allemagne pour avoir fait, en conversation privée avec un juge, quelques remarques hétérodoxes sur l'«Holocauste». Sa condamnation a même été alourdie en janvier 2001 en raison de ses activités révisionnistes sur Internet, activités qu'il poursuit exclusivement *en Australie*. «Si je suis ici aujourd'hui -- j'ai fait le voyage d'Adelaide en Australie exprès pour participer à ce colloque -- c'est parce que je suis persuadé que votre groupe, avec sa vocation révisionniste, constitue une force pour la vie face à tant d'organismes surpuissants qui mènent notre monde à sa perte. Je vous félicite de votre courage et de votre initiative qui, avec cette conférence, ont abouti à un succès incontestable: vous méritez tout le soutien possible. Et l'heure est tardive."

"Oussama Bin Laden -- a-t-il poursuivi -- est une création de Washington, de la CIA; le drame du 11 septembre est clairement le résultat de la politique étrangère américaine qui prétend, effectivement, se justifier par la fausse histoire de l'«Holocauste», cette effroyable force pour la mort. On doit espérer que les Américains, maintenant que la mort a frappé chez eux, arriveront à comprendre un peu."

Dans un message envoyé à Angelo Cauter la veille par télécopie, l'avocat bolognais Marcantonio Bezicheri, membre du Comité central du Movimento Sociale -- Fiamma Tricolore et plusieurs fois candidat à Trieste, a salué les participants du Congrès; il félicitait les courageux historiens présents et annonçait sa volonté d'adhérer à Nuovo Ordine Nazionale.

Note 1: Le texte de cet article est, pour l'essentiel, identique à celui affiché sur le site Internet de *Radio Islam* à l'adresse URL <<http://abbc.com/trieste>> sous le titre *Israël et CIA étaient-ils au courant? Un congrès révisionniste a soulevé à Trieste de nombreuses questions sur le 11 septembre et sur l'Holocauste; les services secrets américains et israéliens étaient-ils au courant des attentats?* Il a été rédigé à partir de la traduction d'un article paru dans le quotidien italien *Trieste Oggi* le 9 octobre 2001 (p. 3) sous la signature de M. Paolo Radivo, et porte des amplifications qui le font plus de deux fois plus long que le texte d'origine. GF

Note 2: *L'auteur a choisi de ne pas se faire représenter à Trieste.*

PAS D'ÉLÉGIE POUR DUINO

F. Töben was in Trieste

This was a public meeting and the local Trieste newspaper, *Il Piccolo*, carried an item about it in its Saturday edition. I shall be covering the conference in more detail in our [Adelaide Institute] January 2002 newsletter. [...]

The organisers of this conference had been granted permission to hold the meeting, and this was one of the reasons why I decided to attend. It was a legally-sanctioned meeting and, among other things, I specifically mentioned the matter about the non-existence of the Auschwitz homicidal gas chambers. So, in retrospect, the meeting was sensational -- my saying things that other European countries punish with fines and/or imprisonment. [...]

On the Monday after the conference, one organiser received a phone call from the police asking him whether Graf and Toben had attended, and where these persons are now. The reply was that they had already left Trieste - which was true. [...]

The organisers are unashamedly fascists -- Associazione Culturale N. O. N. - Nuovo Ordine Nazionale: New National Order -- as opposed to New World Order! As predicted by the critics in the wing, the whole affair was somewhat amateurishly done. The program of the conference was a photocopied sheet of paper. In other words the balance between form and content was not there. All the more reason to state that most speakers delivered their expected goods. [...]

Angelo Cauter and Elena Nicola -- the main organisers of this conference -- were pleased with the outcome, as was I, considering that this was a real revisionist conference. The topic certainly flowed solidly into the Middle East crisis, and Russ Granata's speech passionately dealt with the 11 September incidents. Perhaps revisionists need to fire up some more in order to attract the public at large. [...]

Ahmed Rami's presence gave it an air of international breadth, and it was another one of the reasons why I attended this conference, my having decided only a couple of days before that I would actually attend, contrary to the hurried press releases.

My -- yet another -- reason for attending was not influenced by this, and as I stated elsewhere, I would not care if I was now labelled as such because if I am given a right of reply, I would state otherwise.

[...]

ON THE MOVE

La vague de réfugiés est en marche. La vraie cible de l'offensive anglo-américaine est l'Europe, trop prospère et égalitaire pour l'Empire des Râpe-tout

par Israël Shamir

Octobre 2001 -- Au début de l'automne, quand mûrissent les grenades, j'aime aller visiter les ruines du village palestinien --détruit-- de Saffuriéh. Ce village, qui a vu naître la mère de la Vierge Marie, conserve son église Sainte-Anne, bâtie par les Croisés. Il y a deux mille ans, c'était une ville importante, nommée Sephoris: elle avait refusé de se plier aux Zélotes juifs, demeurant loyale à l'Empire romain. Elle offrit un refuge confortable à l'homme qui a réinventé le judaïsme après son effondrement, le rabbin Judah le Prince, ainsi qu'à de nombreux sages chrétiens et

nobles romains. Le village qui lui avait succédé traversa les vicissitudes de l'histoire, jusqu'au raid de l'armée israélienne, en 1948, qui entraîna sa destruction. Ses habitants perdirent tous leurs biens et se retrouvèrent dans des camps de réfugiés ou à la périphérie de Nazareth, toute proche. Les vergers du village détruit ont survécu, blottis dans les vallées, produisant chaque année des grenades plantureuses, lourdes, les branches pliant sous leur poids, grenades qui finissent par éclater sur l'arbre, car il n'y a plus personne pour les cueillir. Les habitants de la colonie juive construite près des ruines de Saffuriéh se moquent comme de leur première chemise des grenadiers et des paysans qui les ont plantés. Dans ce royaume de désolation, au milieu des arbres croulant sous les fruits rubiconds, on peut trouver aussi une mosaïque romaine à la facture parfaite, à tel point qu'on l'appelle la Mona Lisa de Galilée. Ses myriades de petits carreaux vernissés, aux nuances infiniment variées, composent un visage altier, au nez droit, une coiffure sophistiquée et des lèvres charnues, le tout encadré par des feuilles d'acanthé.

Cette mosaïque me rappelle, chaque fois que je la contemple, la beauté de notre monde, ce délicieux puzzle de petites villes, de prairies verdoyantes, de mégapoles complexes, de châteaux et de villas, de rivières et de fleuves, d'églises et de mosquées: chaque tesselle de cette mosaïque est belle, précieuse et parfaite. J'en ai vu des quantités et toutes me plaisent. Les îlots rocheux émergeant à peine de la transparence de la mer baltique, d'où des petits blondinets font des signes de la main aux bateaux quittant la jetée. La France Profonde de Conques, un minuscule hameau du Massif Central, sur le vieux chemin du pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle, avec son petit ruisseau qui babille en contournant la colline, ses toits de lauze, ses rues pavées il y a mille ans. Les églises russes, aux dômes tarabiscotés, s'élevant à la verticale des herbes hautes qui longent la rivière Oka, et au pied desquelles des jeunes filles, dans leurs châles fleuris, écoutent un choeur. Les belles voix des jeunes femmes de Suzhou, auxquelles répond l'écho de la cour de la pagode, parmi un lacs de canaux comme on n'en voit qu'en Chine du sud. Les maisons baroques des cigariers de Trinidad, et la prestance des Cubains qui dansent dans ses rues. Les corps oeuvres-d'art, recouverts de tatouages, des Masai, autour d'un feu, dans la savane du Serengeti. Ce monde est magnifique, et les peuples qui l'habitent sont bons.

Cette fresque magnifique et complexe est menacée par les hostilités annoncées, car cette Troisième Guerre Mondiale n'est pas seulement dirigée contre le Tiers-Monde. Cette guerre a commencé bien avant que la première bombe soit tombée sur le sol rocailleux de l'Afghanistan. Un million de nouveaux réfugiés sont sur les routes, créant un grand désordre et déstabilisant l'Asie. Aucun doute à avoir : tôt ou tard, la vague des réfugiés atteindra l'Europe. Des centaines de milliers de réfugiés sont d'ores et déjà en marche en direction de l'Europe, de la Russie, ainsi que des pays plus ou moins stables de l'Asie centrale. Il faut les comprendre : les Etats-Unis ayant menacé d'utiliser le cas échéant les armes nucléaires contre ses pauvres maisons, la population civile n'a pas d'autre choix que de fuir les zones potentiellement visées. Aucun contrôle à la frontière ne pourra jamais contenir leur poussée anarchique. Le Pakistan sera aux premières loges, mais il ne sera en aucun cas le dernier. Les Américains et les Anglais ayant prévu de transformer leur Croisade initiale en une longue guerre "contre le terrorisme", il y aura de plus en plus de réfugiés, jusqu'à ce que, finalement, le tissu social de l'Europe, très fragile, se déchire et finisse par être détruit. L'Europe sera envahie, comme l'Empire romain en son temps, et elle sera confrontée à un choix cornélien, affreux : instaurer un régime d'apartheid et de discrimination, ou perdre son identité.

L'Europe est-elle vouée à être la victime collatérale de la furie américaine, comme le badaud innocent, pris au milieu d'un échange de tirs dans la grand'rue, entre le saloon et le bureau du télégraphe, comme on le voit dans les westerns? Pour ma part, je considère que l'Europe est plutôt la cible désignée de l'offensive, non seulement annoncée: entamée. Ce n'est certainement pas ce que le Monsieur tout-le-monde souhaite, aux Etats-Unis, mais on ne lui demande pas son avis. Les nouvelles élites gouvernementales américaines, ainsi que leurs partenaires et leurs voyageurs de commerce outre-atlantique, ont inscrit la destruction d'une Europe par trop prospère, indépendante et cohérente, à leur ordre du jour. Ce désir a une raison concrète, de court terme: l'Europe est un concurrent dangereux, pour l'Amérique, elle est trop indépendante, elle a même osé mettre sur pied une monnaie unique qui pourrait évincer le dollar. L'Europe prône une politique plus équilibrée en Palestine. L'Europe est trop égalitaire: à New York, j'ai vu un garçon d'ascenseur, un immigré du Panama pays martyrisé par vous devinez qui: ce liftier vit en permanence dans son ascenseur: il y habite, il y couche... Vous ne verrez jamais une chose pareille en Europe, pour la bonne raison que l'Europe n'a pas encore été mammonisée.

II - La nouvelle élite des décideurs n'a pas grand-chose à faire du Christ ou de Mahomet, certes, mais leur dévotion éperdue s'adresse à une autre divinité ancienne: Mammon. Cet antique dieu de l'Avidité était adoré, avant tous les autres, par les Phariséens, voilà deux millénaires, comme nous l'apprend l'Evangile. Jésus leur dit: "vous ne pouvez à la fois servir Dieu et Mammon". Mais les Phariséens se moquèrent de lui, parce qu'ils adoraient l'argent. [1] Cette foi antique tomba dans l'oubli. L'adoration de Mammon est connue sous le terme d'Avarice, l'un des sept péchés capitaux, réprouvés par les sociétés tant chrétienne que musulmane.

Mais elle n'a pas complètement disparu. Deux mille ans plus tard, le petit-fils du rabbin de la ville de Trèves, un certain Karl Marx, en arriva à la déduction révolutionnaire suivante: la foi de Mammon, cette "religion des Juifs pour les jours de semaine" -- ce sont ses propres mots -- est devenue la véritable religion des élites américaines. Marx cite, en l'approuvant, un certain colonel Hamilton: "Mammon est l'idole des Yankees, ils ne l'adorent pas simplement en paroles, mais aussi de toutes les forces de leur corps et de leur âme. A leurs yeux, la terre n'est qu'une immense bourse des valeurs et ils sont persuadés que leur unique mission sur la Terre est de devenir plus riche que leur voisin." Marx conclut: "Là où la domination effective de la mentalité juive sur le monde chrétien a achevé son expansion, totale et éclatante, c'est en Amérique du Nord."

La mentalité juive victorieuse, pour Marx, est basée sur l'"appât du gain et l'égoïsme, son credo, c'est les affaires; son dieu: l'Argent." [2] Ces propos, comme bien d'autres idées de Karl Marx, sont connus, mais leur signification spirituelle profonde n'a jamais été perçue à sa juste mesure. Pour une raison bien simple: jusqu'à nos jours, les caractéristiques religieuses de la foi en l'Accaparement étaient inexprimées, et ses adeptes auraient pu passer pour des capitalistes "normaux", soucieux de leur intérêts propres bien sentis tout en oeuvrant au bien commun (on dirait aujourd'hui: à l'intérêt général), tels qu'Adam Smith nous en avait dressé le portrait...

Les choses ont changé depuis l'avènement du 'néolibéralisme'. Les conférences de Milton Friedman ont été en quelque sorte l'occasion du "coming out" des Mammonites, adeptes de la nouvelle/vieille croyance. Ils diffèrent des

avares du commun en cela qu'ils élèvent l'Avidité au niveau d'un Dieu jaloux qui ne saurait souffrir qu'on lui associât des collègues. L'homme riche traditionnel n'aurait pour rien au monde rêvé de détruire sa propre société. Il se souciait de son pays et de sa communauté. Il ambitionnait d'être le premier parmi les siens. Il se considérait comme un "meneur d'hommes", comme un "bon pasteur". Certes, les bergers, eux aussi, mangent parfois du mouton, mais ils n'iraient jamais vendre le troupeau tout entier au boucher pour la seule raison que la cotation est bonne.

Les Mammonites voient dans de telles billevesées une trahison de Mammon. Comme l'a écrit Robert McChesney, dans son introduction à l'ouvrage de Noam Chomsky *Le Profit, avant le Peuple* [3] : "ils exigent une croyance absolue dans l'infailibilité du marché dérèglement". En d'autres termes, une foi faite d'égoïsme et d'avidité illimités. Ils sont totalement exempts de toute compassion pour les gens au milieu desquels ils vivent, ils ne considèrent pas appartenir à la "même espèce" que les gens du coin. S'ils pouvaient éliminer les gens du coin pour les remplacer par des immigrés indigents, afin d'optimiser leurs profits, ils le feraient, comme l'ont fait leurs coreligionnaires, en Palestine.

Les Mammonites n'ont rien à cirer des Américains, mais ils les utilisent comme instruments afin de parfaire leur domination du monde. Leur idéal de ce monde est archaïque ou futuriste: ils rêvent d'un monde partagé entre esclaves et maîtres. Afin de le réaliser, les Mammonites font tout ce qu'ils peuvent afin de détruire la cohésion des unités sociales et nationales.

Tant que les gens restent sur leur terre, parlent leur langue, vivent parmi leurs semblables, boivent l'eau de leurs rivières, pratiquent et prient dans leurs églises et leurs mosquées, ils ne sauraient être réduits en esclavage. Mais dès lors que leurs pays sont submergés par des masses de réfugiés, leur structure sociale s'effondre. Ils perdent leur plus grand privilège : le sentiment d'avoir quelque chose en commun, le sentiment de fraternité. Dès lors, ils deviennent une proie facile, pour les adorateurs de Mammon.

III - Les Afghans sont un peuple magnifique, obstiné, indépendant, autonome. Ils ont été forgés par leurs montagnes et, comme tous les peuples montagnards, ils sont plutôt têtus et conservateurs. La peur des bombes américaines pourrait bien les chasser jusque dans les polders de Hollande et dans les villes de France, et ils pourraient bien changer, sans le vouloir mais néanmoins de manière irréversible, les pays où ils pénétreraient. Ce processus est en cours depuis déjà pas mal de temps. Les politiques générales des Mammonites ayant pour effet de vampiriser les pays du Tiers-monde, de ponctionner leurs ressources naturelles et leurs revenus, de soutenir les gouvernants corrompus et collaborateurs dont ils sont affligés, de détruire leur nature... : des gens toujours plus nombreux sont contraints à rejoindre le flot des réfugiés en direction de l'Europe et des Etats-Unis.

La menace est déjà ressentie, en Europe. Oriana Fallaci, une journaliste italienne de renom, a publié dans le journal à grand tirage de Milan, *Il Corriere della Sera*, un article déplorant le sort de l'Europe submergée par les "hordes musulmanes". Elle voit les immigrés de la même manière qu'un courtisan de Romulus, à Ravenne, considérait les guerriers goths. Oriana écrit que "les musulmans somaliens ont défiguré, rempli d'excréments et outragé la place principale de ma ville, durant plus de trois mois", que "quelques enfants d'Allah ont pissé sur les murs de la cathédrale, qu'ils ont des matelas, sous des tentes, pour dormir et forniquer, qu'ils ont empesté la place avec l'odeur et la fumée de leur cuisine". Oriana poursuit, déplorant que Florence "autrefois, capitale de l'art, de la culture et de la beauté" soit "blessée et humiliée par des Albanais, des Soudanais, des Bengalis, des Tunisiens, des Algériens, des Pakistanais et des Nigériens arrogants, qui vendent de la drogue et relèvent les compteurs des filles qu'ils mettent sur le trottoir". Elle en appelle à une Croisade emmenée par les Américains et avertit: "Si l'Amérique tombe, l'Europe tombera (...) Au lieu des cloches des églises, nous aurons les muezzins, au lieu des mini-jupes, nous aurons les tchadors, au lieu du cognac, nous aurons le lait de chamelle".

Au lieu de perdre notre temps à critiquer son style, arrêtons-nous un instant aux défauts de sa logique. Madame Fallaci, journaliste qui a pourtant de la bouteille, voit en l'Amérique une possible protection, et non la source des nuisances qu'elle même -- et Florence -- ont à subir. Ce qui devrait lui faire peur, c'est bien la victoire -- et non la chute -- de l'Amérique. Si l'Amérique emporte la victoire, dans sa guerre contre l'Afghanistan, le cauchemar d'Oriana risque fort de devenir réalité.

Elle ne veut pas admettre que les réfugiés et les immigrants affluent en Italie parce que leurs pays ont été dévastés par les Etats-Unis et leurs alliés. Elle ne verrait pas les Albanais à Florence si l'OTAN n'avait pas ravagé les Balkans.

Elle n'y verrait pas de Soudanais, si Clinton s'était abstenu de bombarder le Soudan. Elle n'y verrait pas de Somaliens, si les Somaliens n'avaient pas été ruinés par la colonisation italienne et l'intervention américaine. Ni elle, ni l'Amérique ne verrait chez eux un seul immigré palestinien, si les paysans de Saffuriyéh pouvaient encore bichonner leurs vergers de grenadiers.

Personne -- ce qui s'appelle "personne" -- n'irait abandonner son propre pays, avec sa nature unique, son mode de vie, ses amis et parents, ses lieux saints et les tombeaux de ses aïeux, pour le plaisir douteux que doit procurer le fait de camper aux pieds d'une vénérable cathédrale italienne. Tout comme les canetons ont l'instinct de suivre la mère-cane, les humains sont nés pour aimer leur terre natale. Le jeune Télémaque compare son île rocheuse et chiche avec les grasses prairies et les champs luxuriants de Lacédémone, disant à son hôte: "Nous avons presque plus de fourrage, et pourtant, je préfère nos montagnes, avec leurs chèvres, à toutes vos prairies et à vos superbes chevaux" [5]. Les gens émigrent quand leurs terres sont ruinées Les Irlandais n'auraient jamais abandonné les vertes prairies d'Erin pour émigrer à Chicago, n'eût été l'application du gouvernement anglais à les faire mourir de faim. Mes compatriotes russes ne viendraient pas occuper la Palestine si la Russie n'était pas ruinée par les forces pro-américaines des Yeltsin, Tchubaïa et consorts...

Pour les habitants des pays d'accueil, la vague d'immigrants représente au mieux une nuisance, au pire un désastre. Ce n'est pas de leur faute. C'est une question de nombre. Carlos Castaneda est allé vivre dans une tribu indienne, et il a appris auprès des Indiens énormément de choses. Je suis certain que la tribu indienne a aussi bénéficié, de son côté, du passage chez elle de Carlos Castaneda. Maintenant, imaginez que mille gars et nanas merveilleux de Yale et de Berkeley aillent faire un stage dans cette tribu indienne. La tribu disparaîtrait, incapable de maintenir ses us et coutumes. Alors qu'un individu immigré sera toujours accueilli à bras ouvert, ajoutant quelque variété à la société, l'immigration de masse ne peut être que mauvaise.

Que les immigrants y viennent en envahisseurs, en conquérants, ou en tant que réfugiés, la société qui doit les inclure reçoit un choc. S'ils sont intelligents, ils évincent les gens du cru de situations sociales intéressantes et prestigieuses, et ils créent de surcroît leur propre sous-culture. S'ils sont violents, ils peuvent s'emparer du pays par d'autres moyens. S'ils sont humbles et effacés, ils causeront une chute du coût de la main-d'oeuvre, c'est-à-dire des salaires. Voilà pourquoi, ordinairement, les immigrés ne sont pas aimés.

Un de mes amis, excellent homme, Miguel Martinez, qui a attiré l'attention du public anglophone sur l'article d'Oriana Fallaci, a été horrifié, à juste titre, par son racisme. Il a raison: Madame Fallaci s'exprime dans son article comme une raciste, comme Ann Coulter, cette pourfendeuse de "basanés patibulaires". Mais certaines vérités, dans son propos, ont échappé à Miguel Martinez. Un homme dont le jardin a été dévasté par les bisons ne voit pas le chasseur qui fait fuir les troupeaux de bisons devant lui, et il s'en prend aux animaux innocents. Il a tort. C'est le chasseur qui est blâmable. Mais cela ne signifie pas pour autant que les bisons n'ont pas bousillé le jardin. Il en va de même pour l'immigration de masse: elle est douloureuse, pour l'immigré et pour les habitants du pays hôte, à égalité. Mais les adorateurs de Mammon n'en souffrent pas, loin de là. Ils aiment l'immigration, car elle abaisse le coût du travail. Une des publications-phares des Mammonites est l'hebdomadaire britannique *The Economist*. Ses dirigeants ont appelé, il y a quelques semaines, c'était avant le nouveau "Pearl Harbour", à accélérer la venue d'immigrants en provenance de pays du tiers-monde. Les gens les plus dynamiques et les plus qualifiés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud seraient très utiles à la Grande-Bretagne, à l'Europe, aux Etats-Unis, écrivait *The Economist*. Cela ferait baisser les salaires des ouvriers européens et augmenterait les profits des chefs d'entreprises. Autre gain induit, non négligeable: la fuite des éléments dynamiques affaiblirait les sociétés "exportatrices" d'immigrés, faisant de ces dernières des proies faciles pour les OPA hostiles. Il s'agit là d'une version revue et améliorée du commerce des esclaves: en effet, que rêver de plus: des esclaves faisant la compétition entre eux pour s'embarquer dans la galère? Naturellement, la condition première de ce recrutement n'était pas écrite en toutes lettres dans l'éditorial: les pays du Tiers-Monde devront, au préalable, être dévastés et ruinés.

Les Mammonites ont besoin d'immigrés dans leur propre intérêt, aussi. Une société cohérente et saine rejette les avaricieux instinctivement, l'avidité étant une tendance socialement désintéressante. Dans une société saine, les Mammonites seraient et resteraient à jamais des parias. L'immigration a l'immense avantage de détruire la cohésion de la société-hôte. Les Mammonites n'aiment pas que la société où ils vivent soit cohérente, ils la préfèrent délayée et déliquescence, cela leur permet de l'avaloir cul-sec plus facilement. C'est pourquoi les Mammonites sont favorables à l'immigration. Les immigrants les considèrent comme leurs alliés naturels, incapables qu'ils sont de comprendre que les Mammonites les aiment comme le vampire aime le sang frais. C'est à cause de ce manque d'intelligence des faits que les immigrés soutiennent de leurs votes le pouvoir mammonite de Tony Blair et des Démocrates américains qui tiennent la municipalité de New York. C'est sur les Mammonites qu'Oriana Fallaci devrait tomber à bras raccourcis, et non pas sur les innocents immigrés des rues et places des villes européennes.

IV - Une sénatrice mammonite de Californie, Diane Feinstein, importe de plus en plus de Mexicains pauvres dans son Etat. Ils votent pour elle, se tiennent à l'écart de la politique durant de nombreuses années, sont d'accord pour travailler pour des salaires moindres, ils sapent les instances syndicales. Les Californiens ordinaires vivent moins bien, mais elle s'en fout comme de l'an quarante. Certains la considèrent sioniste, tant elle soutient Israël.

Toutefois, il serait erroné de la qualifier de sioniste. Historiquement, les sionistes pensaient que l'homme a besoin de racines. Ils considéraient la facilité qu'ont les Juifs à se déplacer comme le signe d'un manque. Ils voulaient donner aux Juifs déracinés des racines en Terre Sainte. Mais les Mammonites ne comprennent pas ceux qui ont besoin de racines. Ils veulent déraciner absolument tout le monde. Les sionistes pensaient que le mode de vie des Mammonites est à rejeter. Les Mammonites de tout poil adoptaient un mode de vie honni par les sionistes.

Mais les sionistes se gouraient gravement en ne comprenant pas que, sans les Palestiniens, ils ne parviendraient jamais à s'enraciner dans la terre de Palestine. Ils avaient même en quelque sorte doublement tort, parce qu'une personne d'origine juive peut s'enraciner partout, en Palestine comme ailleurs. Un Juif peut devenir un Américain, un Anglais, un Russe, tout autant qu'un Palestinien. Cela exige une capacité à s'identifier à ses concitoyens, un intérêt suprême pour son pays. Tout pays est, en effet, une Terre promise pour quiconque l'aime. Ceux qui contraignent l'Amérique à envoyer des millions de dollars à Israël, au lieu de secourir les pauvres en Amérique, ne sont pas loyaux envers l'Amérique. Mais ils ne sont pas loyaux envers Israël non plus. Ils admirent en Israël le modèle de leur propre monde.

Beaucoup de gens de bien réprouvent le sionisme parce qu'il a causé la destruction massive de l'aimable terre de Palestine, en déracinant les Palestiniens. Mais le sionisme est une maladie locale. Son grand frère, la mammonite, est une peste mondiale qui veut faire du monde un "Israël Géant", avec des centres commerciaux d'une laideur repoussante et des villages détruits, des colonies pour les privilégiés et beaucoup, beaucoup, le plus possible, de réfugiés, comme main-d'oeuvre au rabais. Les sionistes ont détruit la nature, en Palestine. Les Mammonites ruinent l'environnement à l'échelle planétaire. Les sionistes ont déraciné les Palestiniens. Les Mammonites ne rêvent qu'à une chose : déraciner tout le monde.

Les sionistes combattent le Christ. Dans l'Israël d'aujourd'hui, Saint Paul et Saint Pierre seraient emprisonnés pour prosélytisme. Les Mammonites combattent toute foi, toute conviction, le Christ, Mahomet, le nationalisme, le communisme... Les ennemis du sionisme espèrent que les Mammonites vont finir par contrôler un peu les sionistes, ils pensent qu'une trop grande liberté de décision laissée aux sionistes pourrait être de nature à constituer un obstacle à la réalisation des projets d'ampleur mondiale des Mammonites. Mais je vais vous dire une chose: si Dieu tolère les excès des sionistes, c'est pour vous donner un aperçu de ce que les Mammonites vous préparent...

V - Ce n'est pas là le cri d'un gauchiste bon teint. Nous pouvons vivre tout en ayant des gens riches dans nos sociétés, nous pouvons survivre à côté de certains privilèges. Tant la gauche que la droite sont bonnes et nécessaires à la société, comme nous avons besoin de notre jambe droite et de notre jambe gauche pour nous tenir debout. Imaginez une prairie, dans les collines de Jérusalem, au printemps. C'est un tapis magique de milliers de fleurs colorées, qui vous invitent à vous asseoir parmi elles. Si tout le monde y marche dessus, il n'y aura plus de fleurs. Si on l'entoure de barrières, personne ne pourra en profiter. Ces deux tendances : accessibilité et préservation, sont les deux lignes de

force de la gauche et de la droite. Leur combinaison correcte permet à un maximum de gens de profiter de la prairie fleurie.

La droite est la force conservatrice, qui préserve le pouvoir des élites traditionnelles. Ses tenants sauvent le paysage, protègent la nature, perpétuent les traditions. La gauche est une force motrice de la société, la garantie de son caractère vivant, de sa capacité au changement, de la mobilité sociale. Sans sa gauche, la société pourrirait, sans sa droite, elle s'écroulerait. La gauche assure le mouvement, la droite garantit la stabilité. Mais les Mammonites créent, pour leurs objectifs propres, une pseudo-gauche et une pseudo-droite, en utilisant les erreurs des droite et gauche authentiques.

L'une des fautes de la "vraie" droite européenne fut son manque de compassion et ses tendances au racisme. Le réflexe de ses partisans était exact : les immigrés déstabilisent la société. Mais ce n'est certainement pas parce que les immigrés sont des mauvaises gens, comme le prétendent les racistes. Les immigrés peuvent être des types super, ils n'en poseront pas moins des problèmes. Les Hollandais sont allés en Indonésie, et ils y ont rendu la vie cauchemardesque, et pour un fameux moment. Ils ont gravement détruit l'Indonésie. Des Indonésiens ont immigré en Hollande, y ont créé des tas de problèmes en retour. Les Anglais ont dévasté l'Amérique dans les grandes largeurs : ils ont exterminé les indigènes, rien que ça... Le processus colonial conduit le plus souvent à un bousillage mutuel : les British ont dépouillé l'Irlande, et les Irlandais leur ont bien rendu la monnaie de leur pièce...

Le racisme est une aberration, qui prétend que certains groupes humains sont intrinsèquement meilleurs ou moins bons que d'autres. Tout le monde, absolument tout le monde est merveilleux : les Zoulous et les Britanniques, les Russes et les Tchétchènes, les Palestiniens et les Français, les Pakistanais et les Turcs, tant qu'ils sont chez eux. Chez les autres, ces bonnes gens deviennent une plaie. Aux jours de l'impérialisme et de l'expansion coloniale européenne, les théories racistes étaient nécessaires afin de justifier le transfert humain à sens unique qui en était la traduction sur le terrain. Sans racisme, il aurait été impossible d'exterminer les indigènes, de leur voler leurs biens, d'interdire leurs industries, de créer d'énormes propriétés foncières et de priver des peuples entiers de leurs droits humains fondamentaux. Mais aujourd'hui, on n'a plus besoin du racisme. Maintenant que l'aventure coloniale de l'Europe est terminée, la théorie du racisme, inacceptable moralement et scientifiquement erronée doit être remise au placard. Une vraie gauche se devrait de défendre les intérêts des classes pauvres, ce qui implique: s'opposer à l'immigration de masse. Mais, sous l'influence des sectateurs de Mammon, la gauche socio-libérale apporte son soutien à l'immigration sous prétexte de compassion. Les Mammonites, ordinairement exempts de toute compassion, détournent ce raisonnement humanitariste à leur propre profit: les couches laborieuses européennes et américaines sont aliénées par la gauche libérale. Pour les travailleurs, la nature dangereuse de l'immigration est évidente. Les immigrants vivent dans le voisinage des travailleurs locaux, et ceux-ci souffrent de leur concurrence sur le marché du travail. Ainsi, ils sont pour ainsi dire forcés à rejoindre l'extrême droite raciste.

Il y a pourtant une bonne façon de sortir de l'impasse. Une issue bonne pour tout le monde, à l'exception notable des Mammonites. Il faut arrêter l'immigration et ouvrir un compte permettant de transférer des fonds vers le Tiers Monde. L'Afrique et la Suède devraient avoir le même revenu. Les prélèvements fiscaux devraient s'écouler jusqu'aux Indiens d'Amazonie et jusqu'aux paysans d'Afghanistan. Il n'y aurait pas autant de Pakistanais immigrés en Angleterre s'ils pouvaient avoir le même (ou pratiquement le même) revenu chez eux, au Pakistan. L'Union européenne en apporte la démonstration : bien que les Suédois gagnent mieux leur vie que les Portugais, les Grecs et les Italiens, la différence n'est pas tellement grande, et ces pays connaissent la paix, aussi n'y a-t-il que très peu d'immigration (européenne) en Suède ou en Allemagne.

Compassion, dites-vous ? La vraie compassion chrétienne vous dit de permettre aux gens de vivre chez eux, dans leur pays, sous leur tonnelle de vigne et leur figuier, aussi bien que vous vivez chez vous. Bien sûr, vous n'auriez plus de femme de ménage à peu de frais, mais vous vivriez dans un pays plus propre et plus généreux. Ce ne serait que justice, puisque l'Europe et les Etats-Unis ont vampirisé, pendant des siècles, les richesses du Sud et de l'Est.

Le sort de l'immigrant est bien triste. En fait, l'immigration est un exil, pire situation pour un être humain. Ovide l'a crié sur les rives de la Moldavie, et le prince Genji l'a déploré dans le Suma. Mon ami palestinien, Musa, avait amené son frère aîné, du village d'Abboud à sa nouvelle maison, dans le Vermont : cet homme d'âge mûr se mit à construire des terrasses, telles qu'on en voit s'étager sur les pentes des collines de la Samarie. Cela montre bien à quel point nous sommes partie intégrante du paysage, nous appartenons à nos montagnes, à nos vallées. Maintenant qu'on les agresse, aux Etats-Unis, il est vraisemblable que nombreux sont les immigrés à penser aux maisons qu'ils ont été contraints à quitter.

Bien que je pense que l'immigration devrait être arrêtée et remplacée par des transferts d'allocations aux régions les plus pauvres jusqu'à ce que les revenus s'égalisent, les immigrés qui sont déjà là sont vraisemblablement venus pour rester. Ils pourraient devenir des natifs : des Allemands en Allemagne, des Français en France, des Américains en Amérique, des Palestiniens en Palestine. Les ancêtres des Européens et des Américains avaient migré, eux aussi, et ils avaient adopté d'autres genres de vie. Les tribus germaniques des Francs ont envahi la Gaule celtique romanisée, formant, avec l'ancestrale population de celle-ci, la France moderne. Des descendants des Croisés européens vivent encore dans le village de Sinjil, dont le nom conserve le nom glorieux du commandant provençal Raymond de Saint Gilles, mais ils sont aujourd'hui Palestiniens jusqu'au bout du keffieh et ils sont aussi assiégés par les Israéliens que tous les autres. Il en va de même pour ces Géorgiens amenés, il y a huit siècles, dans le village de Malcha, dans la région de Jérusalem, par ordre de la Reine Tamar. Ils sont devenus palestiniens, et des Palestiniens ils ont partagé le sort, lorsqu'ils furent expulsés de leurs maisons par les envahisseurs sionistes, en 1948.

Les êtres humains sont éminemment adaptables et, si les immigrés aiment leur nouveau pays, ils s'indigénisent. Je le sais de première main : né en Sibérie, j'ai choisi de devenir palestinien.

VI - WW III (la Troisième Guerre Mondiale) est une guerre contre la diversité en tant que telle. Elle a été entreprise par les adeptes de l'Avidité. Ils détestent la délicieuse mosaïque que forment les ethnies et les cultures, ils veulent à toute force homogénéiser le monde. Ils ont un motif pratique à cela : il est beaucoup plus facile de vendre des trucs produits en série à une humanité uniformisée. Mais ils ont aussi un autre mobile, moral, celui-là: ils ne veulent pas que les gens jouissent de tant de beauté gratis: c'est pourquoi cette beauté doit être détruite. Ils ont, enfin, une raison religieuse : adorateurs de Mammon, ils pensent que cette pluralité chatoyante est un sacrilège, une offense faite à leur

Dieu jaloux. Les belles choses du passé sont faites pour être enfermées dans un musée, à l'entrée duquel ils peuvent faire payer un ticket d'accès, une fois le village détruit.
Dans un beau film destiné à un public d'adolescents, L'histoire qui ne finit jamais, le monde multicolore de la planète Fantaisie disparaît dans le néant de Nulle part. C'est la même chose qui arrive à notre monde merveilleux. Des lieux uniques et ancestraux sont rasés et supplantés par des centres commerciaux d'une laideur qui soulève le cœur et la terre brûlée. La gauche et la droite devraient sans tarder unir leurs forces contre le Nulle part qui menace jusqu'à notre existence même.

1 - Luc 16, 13-14

2 - Deutch-Französische Jahrbucher, 1844.

3 - Chomsky, *Profit Over People*, Seven Stories Press, 1999, p. 8

4 - Traduction anglaise: *Leading Italian Daily Spews Racist Hatred*, par Miguel Martinez

<<http://www.kelebekler.com>>

Article, en italien: *Corriere della Sera*, du samedi 29 septembre 2001

5 - *L'Odyssée*, IV

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier, pour le bulletin hebdomadaire de l'Association Médicale Franco-Palestinienne.

Texte original anglais : <<http://www.Israelshamir.com>>

Voir la réponse d'un Israélien de New York au texte de Shamir Orient-Express, qui expose la prééminence d'Israël dans la politique américaine. LINKLINKLINKréponse

L'AHURI SE GRATTE LE NOMBRIL

Dans un texte à hurler de rire, le malheureux ahuri des poubelles veut nous faire croire qu'à l'âge de onze ans, il était déjà le Totor de la plume qu'un vain peuple encense. "Le besoin d'écrire m'est tombé sur les épaules quand j'avais onze ans, mais je n'en ai véritablement pris conscience que vingt années plus tard." Ce qui prouve qu'il est à la fois très précoce et passablement attardé. "Pour la grande majorité d'entre-nous, la mort quitte les livres et devient réalité au moment de la disparition d'un proche, et l'on suit, adolescent blafard habillé de noir, son premier enterrement." Admirons le style pompier. On n'écrit plus comme ça depuis Paul Bourget. "On maudit la vieillesse, la maladie, puis tout doucement on se fait à l'idée de cette injustice fondamentale: le combat perdu d'avance." C'est de l'Eckmann-Chatrion!!! Du pur génie!!! hugolâtre!!!

"J'ai fait connaissance avec la mort dans la nuit du 8 février 1962, et cette rencontre a décidé de ma vie." L'article s'intitule, style pompier communiste, "L'encre rouge d'octobre 1961", mais sa révélation, la mort d'une voisine amie de Madame sa mère, date de 1962. Et le petit puceau aurait eu sa révélation, ce que nul ne croira, évidemment.

Son Enflure, dirait San Antonio. Ce type passe son temps à se regarder dans la glace et il n'est pas saisi d'horreur. Il n'est vraiment pas normal. Une légère trisomie, peut-être.

<<http://www.amnistia.net>>

ILS VEULENT TOUT KONTROLER

JOSBIGNOLE EN BIG BROTHER

Lutte contre le terrorisme et contrôle de l'Internet

Dans un courrier adressé, le 8 octobre 2001, à Jean-Michel Hubert, président de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), à Michel Gentot, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), à Alain Bacquet, président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), et à Dominique Baudis, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Reporters sans frontières (RSF) a demandé aux quatre "autorités administratives indépendantes", compétentes sur les enjeux de la société de l'information, d'intervenir activement dans le processus d'élaboration de la nouvelle législation antiterroriste annoncée par Lionel Jospin.

"Nous craignons que, sous couvert de l'urgence et de la traque des réseaux terroristes, le gouvernement ne s'apprête à faire adopter, sans débat ni concertation, des dispositions lourdes de conséquences pour les libertés", a déclaré Robert Ménard, secrétaire général de RSF. "Nous vous demandons d'exercer pleinement, malgré le contexte actuel, votre rôle de garants des libertés individuelles, et d'exiger un examen approfondi des dispositions législatives annoncées en matière de contrôle d'Internet, de cryptage et de conservation des données de connexion", a ajouté M. Ménard.

Selon les informations recueillies par RSF, des mesures déjà inscrites dans le projet de loi sur la société de l'information (LSI), devraient être ajoutées en urgence au projet de "loi sur la sécurité quotidienne". Examiné au début de l'été par l'Assemblée nationale, et en cours d'examen au Sénat, ce texte serait ainsi amendé dans le sens des mesures antiterroristes présentées par le Premier ministre, le 3 octobre, dans son discours de politique générale à l'Assemblée. Ces dispositions pourraient également faire l'objet d'un texte distinct d'"après-11 septembre", mais devraient en tout état de cause être adoptées "sous des formes répondant à l'urgence", selon les propos de Lionel Jospin. Devraient ainsi être adoptées plus rapidement les dispositions du projet de LSI relatives au cryptage et à la conservation des données de connexion. Les dispositions réglementant l'usage de la cryptologie restreignent le droit des internautes à sécuriser leurs messages sur le réseau. Malgré les nombreuses promesses d'une "libéralisation totale" de la cryptologie, la possession et l'utilisation des logiciels appropriés resteraient ainsi soumises à une réglementation dissuasive par le projet de loi LSI (articles 41, 42 et suivants). Le texte prévoit de recourir, dans le

cadre de procédures judiciaires, aux services de la défense pour briser les clés de cryptage. Les dispositions relatives aux données de connexion des internautes, c'est-à-dire aux traces de l'utilisation des différents réseaux publics (mobiles, fixes, données...) visent à inscrire dans le droit français le principe de la "conservation préventive" des données. Un décret devrait déterminer quels types de données seraient concernés par cette conservation, dont la durée est fixée à 12 mois. Dans le cadre de la LSI, ces mesures n'auraient probablement pas été adoptées avant le printemps 2002, après un examen par la CNIL.

La loi sur la société de l'information (LSI) devait en effet servir de cadre juridique à l'ensemble de l'activité sur la Toile française. Des dispositions à fort potentiel répressif présentes dans les premières moutures du projet de texte, comme la responsabilité pénale des hébergeurs et des opérateurs des communications, ou encore le contrôle des contenus par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), n'avaient finalement pas été reprises dans la dernière version. En revanche, le projet annonçait la création d'un organisme de "co-régulation" du réseau, le "Forum des droits de l'Internet", associant des représentants du privé, du public et des internautes, mais dotés de prérogatives mal définies. RSF, qui milite pour une liberté totale du réseau, avait dénoncé, le 28 mai 2001, la création d'un tel organisme de surveillance d'Internet. [...]

Reporters sans frontières

Texte voté (voir les articles 14-sq) :

<http://www.senat.fr/pl/5-0102.pdf>

Et voir les débats à propos de ces articles :

<http://www.senat.fr/cra/s20011017/s20011017H18.html#toc22>

<http://www.senat.fr/cra/s20011017/s20011017H19.html#toc23>

tant qu'on y est, la discussion sur les amendements "anti-terroristes" est en :

<http://www.senat.fr/cra/s20011017/s20011017H15.html#toc17>

Le texte repasse le 31 octobre à l'assemblée.

JOSPIN LIBERTICIDE

Le gouvernement a déposé au Sénat le détail des mesures annoncées par le Premier ministre le 3 octobre 2001 en vue de « combattre plus efficacement les menées du terrorisme ». Ces mesures d'exception vont être adoptées dans l'urgence, sous forme d'amendements à la loi sur la sécurité quotidienne. Elles seront de ce fait pérennisées, et leur vocation d'application sera élargie aux délits les plus mineurs. Pour ce qui concerne la surveillance de l'usage du réseau Internet et des communications électroniques en particulier, ces amendements sont des dispositions extraites du projet de loi sur la société de l'information (LSI). Ces dispositions, **fortement attentatoires à la démocratie et aux libertés**, seront donc adoptées sans permettre le débat approfondi qu'elles nécessitent pourtant.

Les défenseurs des droits de l'homme et des libertés ont déjà réagi pour dénoncer ces mesures sécuritaires.

On trouvera ces réactions et de plus amples informations dans le dossier d'IRIS :

<http://www.iris.sgdg.org/actions/loi-sec>

Analyse détaillée d'IRIS - 17 octobre 2001

Anticonstitutionnellement, c'est ainsi et en toute connaissance de cause que le Sénat a adopté le 17 octobre 2001 des mesures d'exception, gravement attentatoires à la démocratie et aux libertés élémentaires garanties par la constitution. Ces amendements ont été adoptés malgré les efforts, notables en ces circonstances, des sénateurs du groupe CRC (Communistes, Républicains, Citoyens).

Anticonstitutionnellement d'abord par la procédure suivie, puisque le droit d'amendement est limité en cours de navette parlementaire. Une décision du Conseil constitutionnel du 20 juillet 2000 précise même -- ironie de l'histoire -- que « les seuls amendements pouvant modifier, après la réunion de la commission mixte paritaire, des dispositions adoptées en termes identiques avant cette réunion doivent être dictés par la nécessité de respecter la Constitution [...] ». Qu'à cela ne tienne, la majorité comme l'opposition sénatoriales se sont engagées à ne pas déposer de recours devant le Conseil, une fois voté le texte définitif du projet de loi sur la sécurité quotidienne ainsi amendé par le gouvernement, avec la bénédiction du Sénat.

Anticonstitutionnellement ensuite par le contenu de ces amendements qui, en conséquence de cet accord, ne pourront être examinés par le Conseil, à moins d'un sursaut d'au moins soixante parlementaires, soucieux du strict respect de l'Etat de droit.

Les amendements au projet de loi sur la sécurité quotidienne déposés le 9 octobre par le gouvernement au Sénat, adoptés le lendemain par la Commission des lois de cette assemblée et adoptés le 17 octobre par les Sénateurs, sont la traduction des mesures annoncées par le Premier ministre le 3 octobre dernier en vue de « combattre plus efficacement les menées du terrorisme ».

Ces mesures d'exception ont été adoptées dans l'urgence et, figurant dans la loi sur la sécurité quotidienne, seront de ce fait pérennisées, malgré les déclarations de bonnes intentions. En outre, leur vocation d'application s'étend jusqu'aux délits les plus mineurs. On en a déjà l'expérience, comme en Italie où, ainsi que le rappelait Marco Cappato, député européen, le 24 septembre dernier lors de la Conférence internationale organisée par la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) « nous connaissons très bien les lois dites "d'exception" sur la criminalité organisée, sur le terrorisme, qui se sont enracinées dans le Code pénal [...] de façon stable et qu'on a aussi exporté dans d'autres pays ».

S'agissant de la surveillance de l'usage du réseau Internet et des communications électroniques en particulier, les trois amendements concernés sont des dispositions extraites du projet de loi sur la société de l'information. Ces dispositions, fortement attentatoires à la démocratie et aux libertés, ont donc été adoptées par le Sénat sans permettre

le débat approfondi qu'elles nécessitent pourtant. L'analyse détaillée de ces trois amendements est extraite du rapport d'IRIS sur le projet de loi sur la société de l'information.

Analyse de l'amendement n°9 :

Imposer la conservation des données de communication pendant une période pouvant aller jusqu'à un an est une mesure tout à fait liberticide, d'autant plus que le soin de définir la teneur de ces données et la durée de leur conservation est laissé à un décret en Conseil d'Etat. Surveiller qui écrit à qui et contrôler qui consulte quoi est pourtant une limitation d'une liberté constitutionnelle.

De plus, cette mesure n'est pas nécessaire, comme le montrent les résultats des très nombreuses enquêtes effectuées jusqu'à présent à l'aide de données conservées en moyenne durant trois mois, voire moins (500 réquisitions de données par mois, sur commission rogatoire, selon l'Association française des fournisseurs d'accès à Internet). La CNIL le démontre également dans son avis sur ce projet de loi, relevant à ce sujet «qu'une technologie de communication et d'information ne doit pas déroger aux principes fondamentaux de l'Etat de droit qui méritent sans doute d'être adaptés aux spécificités d'Internet mais qui ne sauraient être considérés comme caducs par le seul effet de la nouveauté technologique». Enfin, comme le souligne le Parlement européen, «en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme et conformément aux arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'homme, toute forme de surveillance électronique générale ou exploratoire pratiquée à grande échelle est interdite».

Analyse de l'amendement n°10

L'amendement n°10 autorise le procureur de la République, la juridiction d'instruction ou la juridiction de jugement à prescrire le déchiffrement de données saisies ou obtenues dans le cadre d'une enquête ou d'une instruction. Il peut être fait appel pour le déchiffrement à toute personne ou organisme qualifié, ou, si la peine encourue est au moins égale à deux ans d'emprisonnement, aux moyens de l'Etat couverts par le secret de défense nationale. Les décisions judiciaires prises en application de cet amendement n'ont pas de caractère juridictionnel et ne sont susceptibles d'aucun recours.

Cet amendement ne présente pas de garanties suffisantes pour encadrer la prescription du déchiffrement, ainsi que les conditions de sa réalisation. Il pourrait porter atteinte au secret garanti par certaines professions. L'absence de caractère juridictionnel et de possibilité de recours n'est absolument pas justifiée, et porte atteinte aux garanties qu'un citoyen est en droit d'attendre d'une justice loyale et équitable et d'un Etat démocratique, d'autant plus que l'application de cette disposition n'est pas limitée aux cas où la peine encourue est supérieure à un maximum donné. Elle est en outre plus répressive que celle relative à l'interception des télécommunications.

Analyse de l'amendement n°11

L'amendement n°11 modifie la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunication. Il impose aux fournisseurs de prestations de cryptographie de fournir les conventions secrètes de déchiffrement, ou de les mettre en oeuvre sous peine de deux ans d'emprisonnement et de 30.000 Euros d'amende. Cet article pose deux problèmes : d'une part les prestataires doivent s'exécuter à la demande d'«autorités habilitées» par le Premier ministre ou les personnes qu'il aura délégués ; d'autre part la procédure de mise en oeuvre de cette obligation sera fixée par décret. Il n'y a pas de garantie de contrôle judiciaire, ni de garanties sur les conditions dans lesquelles les prestataires sont saisis.

En résumé, les amendements 10 et 11 posent donc des limites inacceptables à l'utilisation de la cryptographie, et présentent des risques majeurs d'atteinte à la présomption d'innocence. Les procédures envisagées de saisine des moyens de l'Etat pour le déchiffrement de données ouvrent la porte à tous les abus policiers, sans présenter toutes les garanties d'encadrement du juge, et sans recours possible dans certains cas.

17 octobre 2001

<http://www.iris.sgdg.org/info-debat/comm-lsq-senat1001.html>

FREINE ÉTHIQUE

Le caillassé du puit des olives devient frénétique. Il veut à toute force faire président. Plaise au ciel, comme on disait dans les versions latines, que cela n'arrive point. L'agent des lambertiste ne vient-il pas de déclarer sans rire, à l'Assemblée, à propos de la peau de banane laissée par son directeur de cabinet sur le paillason de l'Elysée, qu'il était pour le "droit absolu de penser et d'écrire dans ce pays", quelques mois à peine après avoir fait saquer du CNRS Serge Thion qui avait usé de ce droit. Et le roquet Schwarzenberg, instrument docile de cette assez basse manoeuvre, avait aussitôt renchéri dans les médias en affirmant que dans ce pays un fonctionnaire avait le droit de dire ce qu'il voulait. Pauvre con!

Ce qui est plus amusant c'est de voir dans *Le Monde* ce que la Vieille Taupe a dit depuis longtemps, à savoir que papa Jospin, Robert de son prénom, était dès après la première guerre mondiale un pacifiste intégral, un état d'esprit et une doctrine qui avaient alors une grande vogue, et qu'après la deuxième guerre mondiale il a beaucoup côtoyé Paul Rassinier, initiateur du courant révisionniste. *Le Monde* n'a pas pu éviter complètement le sujet et s'est fendu d'un article intitulé *Le «parcours complexe» du pacifiste Robert Jospin*, de Jean-Louis Saux (29 août 2001). Nous adorons ce "parcours complexe". Et le parcours du fiston, n'est-il pas "complexe" celui-là? Qu'en termes galants, duchesse, ces choses-là sont habilement dégoisées...

NOS "LIBERTÉS" AU PANIER

Lettre ouverte aux parlementaires

La dérive guerrière déclenchée par les tragiques attentats du 11 septembre, aboutit aux Etats Unis, en Europe, en Angleterre ou en France à l'émergence de lois anti-terroristes dénoncées par les défenseurs des droits de l'homme et des libertés. En France le gouvernement a appelé, pour « combattre le terrorisme », à voter, en urgence et en infraction avec la Constitution, un cortège de mesures sécuritaires exceptionnelles intégrées à la Loi Sécurité Quotidienne.

Les signataires de cette lettre ouverte sont eux soucieux de « défendre la démocratie face au terrorisme ». Ils s'inquiètent du caractère inutile, inefficace et attentatoire aux libertés individuelles et collectives des textes proposés à ce jour. Ils redoutent que l'impératif de sécurité ne soit finalement que le prétexte saisi par certains pour faire passer en force des amendements auxquels les associations de défense des droits de l'homme et des libertés s'opposent déjà depuis longtemps.

La perquisition des véhicules autorisée par un magistrat sur un motif quelconque, les « contrôles de sécurité » et palpations laissées aux vigiles hors de tout cadre judiciaire, les interrogatoires et confrontations à distance, la surveillance et l'accès aux données de communications téléphoniques et internet y compris cryptées, la perte de contrôle des juges sur les procédures de décryptage, la remise en cause du droit à l'anonymat et à la confidentialité des échanges, laisseraient libre champ à des pratiques arbitraires et discriminatoires et non plus à l'application du droit.

Les signataires veulent également attirer tout particulièrement l'attention des parlementaires sur les dangers de tout amalgame entre terrorisme, immigration, contestation civile, opposition politique ou petite délinquance, et de toute utilisation opportuniste et abusive de ces mesures à des fins autres que la lutte contre le terrorisme.

Les signataires demandent donc instamment aux parlementaires de:

-- S'opposer au vote dans la précipitation de mesures inefficaces sans qu'ait eu lieu un vrai débat parlementaire et que leurs implications ne soient portées clairement à la connaissance de l'opinion publique.

-- S'opposer à des mesures étendant les pouvoirs des autorités d'investigation et de maintien de l'ordre qui seraient adoptées pour une durée indéterminée.

-- S'opposer à des procédures étendant les pouvoirs des autorités d'investigation et de maintien de l'ordre qui auraient un effet rétroactif.

-- Veiller à ce que toute mesure susceptible d'atteindre aux droits individuels et collectifs à l'intégrité physique et morale de la personne, à l'opinion, à l'anonymat, et à la confidentialité des communications postales, téléphoniques et électroniques, reste très strictement sous le contrôle des magistrats.

10 octobre 2001

Signatures Associations et Collectifs :

Collectif LSIJolie - <http://www.lsjolie.net>

CLIFTI (Collectif pour les Libertés Individuelles Face aux Technologies de l'Information) <http://www.clifti.org>

Reseau Voltaire pour la Liberte d'expression - <http://www.reseauvoltaire.net>

samizdat.net - <http://resiste.samizdat.net>

Souriez Vous êtes films - <http://svef.free.fr>

Les Virtualistes - <http://www.virtualistes.org>

BugBrother - <http://www.bugbrother.com>

Minirézo - <http://www.uzine.net>

Altern - <http://altern.org>

LDH-rezo - <http://www.ldh-rezo.org>

Cedetim - <http://www.cedetim.org/>

AAARGH - <http://aaargh-international.org>

Contact : <admin@lsijolie.net>

ICI TEL-AVIV, LES BOURREAUX VOUS PARLENT

Comment répondre au racisme sur l'internet?

par Michel Fingerhut, ancien officier de "Tshal"

Profitant de l'ouverture d'un nouvel espace de communication sur lequel ne s'appliquaient pas les lois qui organisent la liberté d'expression dans l'édition, la presse et l'audiovisuel, les racistes et **les négationnistes se sont précipités dans la brèche**. Outre de demander l'application des lois au net, il s'agit aussi de mettre en place sur le réseau mondial une information précise et efficace.

[...] Ce n'est qu'avec l'invention du web et sa diffusion dans le grand public que ce phénomène est devenu plus visible. La technologie se prête à cette visibilité : les sites web sont référencés dans des annuaires et moteurs de recherche, se renvoient les uns aux autres à travers les liens hypertextes par affinité, et sont bien plus aisément accessibles. [...] **C'est ainsi que les négationnistes français** -- d'une ultra-gauche anti-sioniste à une extrême-droite nationaliste -- alliés, dans un même antisémitisme viscéral, à d'autres groupes (**négationnistes de tous pays**, nationalistes et racistes tels le Ku Klux Klan américain ou le groupe russe Pamyat...), se sont fédérés autour d'un site web hébergé aux Etats-Unis1. Ils y proposent au lecteur non averti une grande quantité de textes et pamphlets **dans plus d'une dizaine de langues**. C'est leur principale plate-forme de publication, **la loi française leur ayant fermé l'accès** aux médias nationaux. D'autres sites, le plus souvent localisés aux États-Unis, mais ailleurs aussi, regroupent du matériel identique ou similaire en nature. Comme le souligne l'avocat Marc Lévy2, ce déferlement est dû principalement **«au refus des Etats-Unis d'appliquer complètement la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale**, refusant de respecter notamment son article 4 qui oblige les Etats signataires à punir la diffusion de la haine raciale et l'incitation à la discrimination raciale». [*S'il fallait punir ces délits en Israël...*]

Dans le contexte de mondialisation-tribalisation, où l'internet devient une source majeure d'information (et plus rarement du savoir), court-circuitant **les médiateurs traditionnels et avertis** (l'instituteur, le bibliothécaire, le

journaliste...[*tous sensibles aux pressions juives...*]), ce déferlement a un effet plus que nocif : **imaginons un élève chargé de faire un devoir sur la Shoah**; plutôt que de se rendre dans une bibliothèque ou dans un centre de documentation **spécialisé**, [*spécialisé dans le bourrage de crâne...*] quoi de plus facile que de lancer une recherche sur le terme «chambres à gaz» dans un moteur de recherche tel que Google ?

Cinq des dix premières réponses renvoient vers des sites négationnistes francophones, comprenant de nombreux textes de «professeurs» et «chercheurs» aux titres imposants, parfois usurpés, **quand ils ne sont pas révoqués**. [*Peut-être, pour l'ancien massacreur de Palestiniens, on peut déduire du fait qu'un chercheur a été révoqué qu'avant sa révocation il usurpait cette qualité...*] [...]

Comment répondre au racisme

Plusieurs champs d'action s'offrent face au **phénomène négationniste** (et plus généralement, raciste) sur l'internet. L'approche polémique consiste à prendre de front le discours négationniste et à lui répondre -- que ce soit en direct sur des forums internet ou face à face, ou en différé par l'écrit sur papier ou électronique³ -- dans une sorte de pseudo-débat. Or peut-il y avoir débat, **les modes de discussion adoptés par ces négationnistes tenant de l'hypercritique**, méthode tout aussi apte à «démont(r)er» que la terre est plate ou que Napoléon n'a pas existé? Comme l'écrit si justement Patrice Loraux⁴, c'est un processus qui vise à saper les bases même de la communauté des hommes, qui «repose sur le pacte tacite et sans cesse reconduit que chacun de ses membres refoulera pour sa part la pulsion à soumettre par lui-même l'existence des choses et les situations empiriques à l'administration préalable d'une preuve tirée de celles-ci et exhibée à côté d'elles, en conséquence de quoi il y aura le sentir en commun irréfutable des pôles majeurs de l'expérience, ces pôles qu'Aristote nommait les sensibles communs ». [*Bravo pour Aristote. Avocat, remontons au déluge...*] Plus généralement, c'est aussi le cas pour les discours racistes, qui tiennent surtout d'une croyance aveugle qui ne se prête à aucun dialogue. [*C'est pas comme le sionisme...*]
Le deuxième axe d'intervention est juridique et repose sur les lois et leur mise en application. Il est de notoriété que celles-ci diffèrent de pays à pays, dans ce domaine comme dans d'autres. La France (ainsi que certains de ses voisins européens qui ont eu à **souffrir directement de l'entreprise nazie**) s'est dotée d'une législation antiraciste, qui permet de réprimer l'expression de «toute forme de discrimination fondée sur la race ou la religion, ou l'appartenance à une nationalité ou une ethnie», et **qui y assimile avec justesse l'apologie et la contestation de crimes contre l'humanité**. [*La loi ne dit rien de tel. Encore un "spécialiste" qui parle sans savoir...*] Son application sur l'internet se heurte à des barrières idéologiques profondes et paradoxales, comme le dit si bien Marc Lévy² : «On peut même considérer que c'est le respect de cette dignité exprimée dans des règles concrètes qui doit conditionner la mondialisation, dans tous les domaines : mondialisation de l'économie, mais sans travail des enfants ; mondialisation de la recherche médicale, mais sans commerce d'organes ; mondialisation de la communication, mais sans racisme. Ce n'est que si elle respecte les valeurs éthiques que la mondialisation aura toute sa légitimité et sera acceptée par l'ensemble des peuples. L'extraordinaire potentiel de l'internet ne peut se développer à l'écart de ces principes et dans une zone de non-droit. Et il est pour le moins paradoxal que ce soit souvent les mêmes qui réclament des règles pour civiliser la mondialisation commerciale, financière, écologique et **qui les refusent pour la mondialisation de l'information**.»⁵ On peut noter **avec satisfaction** les dernières jurisprudences françaises en la matière, qui prennent vigoureusement le parti de faire respecter ces principes sur le territoire français, l'internet y compris.
[...]

<<http://www.anti-rev.org/textes/Fingerhut01a/>>

A LA PELLE

Pour avoir "contesté" des crimes contre l'humanité, dans une sombre affaire de courrier électronique, Georges Theil, conseiller régional Rhône-Alpes du FN, avait été condamné en première instance à 20.000 F d'amende. Il a commis l'erreur d'aller en appel. Il sera délesté de 50.000 F avec, à la clé, trois mois de taule avec sursis. A Grenoble. La Ligue des Crétiens des Alpes (LICRA) sera contente.

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES (SUITE)

Lyon III et l'extrême droite : mise sur pied d'une commission d'étude

Paris, 11 oct (AFP) -- La création d'une commission d'historiens chargés d'évaluer "les rapports éventuels entre les réseaux de l'extrême droite et certains enseignants de l'université Lyon III" est "imminente", a-t-on appris jeudi auprès du ministère de l'Education nationale.

"Le nom de la commission sera arrêté ultérieurement en accord avec la personnalité pressentie pour la diriger, Henry Rouso, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent", a-t-on ajouté de même source.

Depuis la fin de années 70, les universités Lyon III et Lyon II défraient la chronique du fait des liens présumés de certains de leurs professeurs avec des mouvements d'extrême droite, **ainsi qu'en raison des affaires de négationnisme**.

Plusieurs universitaires avaient ainsi été contestés par des associations d'étudiants, notamment **Robert Faurisson, Bernard Notin, Jean-Paul Allard et Jean Plantin**, dont la maîtrise a été annulée en juin 2001, onze ans après sa soutenance.

Le président de Lyon III, Gilles Guyot, a lui-même émis durant l'été 2001 l'idée de composer "**un jury d'honneur** composé d'historiens, mais hors du cercle lyonnais" pour étudier la question, selon des sources concordantes.

Au printemps 1999, Lyon II avait chargé un historien, Bernard Comte, "d'établir un historique de tout ce qui dans cette université avait eu un rapport de près ou de loin avec le négationnisme".

L'universitaire avait défini les négationnistes "qui préfèrent s'appeler révisionnistes" comme "ceux qui nient le génocide commis par les nazis contre les Juifs et les Tziganes d'Europe".
Il concluait dans son rapport rendu public fin 1999, que "la répétition "d'affaires" où étaient compromis des enseignants de Lyon II ne pouvait être considérée que comme la succession d'événements isolés, sans qu'il y ait lieu de mettre en cause, soit un groupe d'universitaires, soit le climat de l'université".
Il ajoutait que Lyon n'était pas la "**capitale du négationnisme**", même si "Lyon III avait constitué de 1980 à 1995 environ une place forte de l'extrême droite intellectuelle favorable au «révisionnisme»".
Cette étude a été "saluée par tous les historiens mais **critiquée par les associations d'extrême gauche** ainsi que les responsables de Lyon III", a expliqué à l'AFP, un ancien professeur de Lyon III, Rémy Madinier.

DEMANDE D'AJOURNEMENT

In the Federal Court of Australia, No 327 of 2001, New South Wales district registry, between Jeremy Jones,, Applicant and Fredrick Toben, Respondent

Affidavit in Support of Adjournment of Matter

On this 3rd day of October 2001, I, Gerald Fredrick Töben, make oath and say as follows:

1. I am preparing my own case and legally I remain unrepresented. My three counsels, who were to assist me behind the scene, have advised me that they cannot do anything because they "fear the Australian Jewish Zionists' power". All three still have wives, children and a professional career to worry about. I need more time to find someone who is ready to assist in this matter. Hence my being in Sydney at the time of the next Hearing set down for Thursday 18 October 2001 at 10:15am, EST.
2. The 'fear of the Jews' is a reality in Australia, as is the intimidation coming from the Applicant's Zionist racist organisation – the Executive Council of Australian Jewry. I tender as Exhibit 1, a letter written by then QC, Alan Goldberg – Chairman, Anti-Defamation Committee, Executive Council of Australian Jewry, and now Justice Goldberg of the Federal Court Australia – to a prominent South Australian politician. The tone of it is unmistakably threatening. Appended to this letter are two items written by two prominent Australian media commentators, Terry Lane and Phillip Adams. Both express their hurt in having received the 'blow-torch' treatment from Australia's Zionist lobby, Lane calling it "malicious, implacable, mendacious and dangerous".
3. I request that this matter be dismissed, stayed, be stood down for at least for six months, or in the alternative, until I have found a legal person who is ready to defend me without fear or favour.
4. The above matter involves constitutional technicalities and this requires thought and research.
5. My case -- as that of Mrs Olga Scully who has also been taken to the Federal Court by Mr Jeremy Jones -- is a legally precedent-setting case. I am not competent enough to fight this case on my own because any outcome would be based on legal technicalities --not on whether truth was a defence, nor whether any decision was justly derived. The precedent decision set by the Human Rights and Equal Opportunity Commission (HREOC) indicates where we are heading. The fact that the Commissioner did not state categorically -- she remained silent on such an important issue as balance -- that our website fulfills the requirements of the principle of natural justice by offering links to the so-called enemy. This reveals the judgment's bias and the commissioner's fearful deference to the Zionist Jewish lobby. The fact that she demanded the deletion of the whole site is itself an indication of her authoritarian and despotic vision of what open democratic discourse is all about.
6. The contents of this case will, if the overseas precedent cases are any indication -- in Canada and Germany -- not be litigated and thus remain irrelevant. The very nature of the Act under which this matter has progressed from the HREOC to this court precludes a detailed analysis of the alleged offending matter, for example, for truth-content.
7. Similar matters, for example, in Germany in 1995 led to two Judges being hounded from their office – Judges Wolfgang Müller (58) and Dr Rainer Orlet (59) – when they initially did not bow to international pressure and found in favour of community politician, Günter Deckert, who had translated Fred Leuchter's 1991 Weinheim talk. Professor Martin Kriel, professor of constitutional law at the university of Cologne, claimed that this political interference brought the independence of the judiciary into disrepute, independence being the hallmark of any democracy.
8. This matter before the Federal Court of Australia is an international political matter and thus -- if Australia is still a democratic country where free speech rules -- should not be dealt with in a court of law. When the matter was brought before HREOC, it was Kirsty McGowan who initially handled the matter, and before she left to return to the NSW Ombudsman's office, she advised me that the matter was political.
9. The Applicant's own activities in propagating his politics as late as this year are well known. I tender as Exhibit 2. a news item from the Australian Jewish News of March 2001, reporting on his attending the 'Stockholm International Forum: Combating Intolerance' conference.
10. My matter was also the subject at a United Nation's 'World Conference Against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia And Related Matters' Preparatory Committee, Second Session, Geneva, 21 May-1 June 2001, Item 6 of the provisional agenda – Review Of Reports, Studies And Other Documentation For The Preparatory Committee And The World Conference: Report of the High Commissioner for Human Rights on the use of the Internet for purposes of incitement to racial hatred, racist propaganda and xenophobia, and on ways of promoting international cooperation in this area. I tender as Exhibit 3 a copy of this document. Therein my matter is publicly raised. As a point of interest, at page 8. it states that "Toben had been arrested in 1999 when, on a visit to Germany, he had distributed leaflets denying the Holocaust." This is factually wrong because I never distributed anything while in Germany because I am aware that there is a law that restricts the freedom we still have in Australia. This kind of lying at an official level is typical and I am certain that the UN would never give me a right of reply – accord me natural justice - to correct such fraudulent statements.
11. It is significant that the United States of America and Israel walked out in protest at this UN world conference. These two Zionist countries objected to the conference equating Zionism with racism and labeling Israel an apartheid

state -- both statements being true. We thus have the Applicant, Mr Jeremy Jones, a well-known Zionist using Australia's Racial Hatred law in an endeavour to stifle free speech -- and labeling historical matters 'hate' and 'racist' speech -- when in fact by definition he himself is a racist.

12. My 83-year-old father is dying, and after a nine-week hospital stay, he is bed-bound at home. It is his wish to die at home and I have promised him that I would look after him. My mother cannot cope alone, and home help is inadequate. It is difficult to assess for how much longer he will live. The fact that my parents have shared their lives together for 61 years demands that I do my filial duty to the best of my ability and attend to them at their home in country Victoria. The siblings are working on a plan to timetable my presence there at regular intervals.

13. I leave it up to Justice Branson to decide whether she can remain objective and intellectually sensitive and perceptive as to whether any bias on her part will influence her mental processes when deciding this matter in due course.

ENVOYEZ DIRECTEMENT VOS REMARQUES

Le gouvernement israélien et l'Agence juive ont ouvert un site web qui devrait leur permettre de se faire enfin une idée sur ce fameux antisémitisme qui, comme chacun sait, n'arrête pas de monter, depuis au moins deux mille ans, sinon plus, et dont les sommets doivent être perdus de vue depuis longtemps. Il est donc recommandé de signaler tous les incidents sur ce site. Il semblerait qu'il soit interactif et donc qu'il permette à tout le monde d'exprimer directement aux destinataires tout le bien qu'inspire leurs actions, en Palestine et ailleurs. Prière d'écrire en anglais ou en hébreu: <<http://www.antisemitism.org.il>> C'est simple mais il fallait y penser.

UNE FAISEUSE

Sigrid Schultz, 1893-1980

Schultz was a clever journalist who could speak several languages and who knew how to get inside a story. Living in Berlin in the 1930s when Nazis were rising to power, she often hosted parties for Nazi officials. When she got the inside news on what they were doing, she would cross the border into Denmark or Norway and wire stories to the Chicago Tribune, under the pen name John Dickson.

What Schultz did was very dangerous, because Germany had people working as censors to stop anti-German news from getting around the world. She pretended to comply with their rules, and then wrote different stories once she was outside Germany. Although Germans knew she was a reporter, they didn't realize she was John Dickson, who accurately predicted what would happen next in the war. She told readers in the U.S. what country Germany would invade next, who was rising to power, and what other countries were on Germany's side.

Schultz may have been devious in getting a story, but she was very intelligent. Although her parents were from Norway and moved to the U.S. for several years, Schultz lived and went to school in France and Germany, and travelled all over Europe. She was the first woman to be elected to Berlin's Foreign Press Club's board of directors, which enabled her to talk to more sources. A year later, in 1925, she was named Berlin Bureau Chief for the Tribune. Her reports from Berlin were very important, because no other American had such close access to the Nazis. Her articles were very critical of war, and were **constantly warning Americans what would happen if Germany gained too much power**. She **despised** what the Nazis stood for, and helped many Jewish people escape from being killed by Nazis. She reported on what was really going on in the concentration camps where Jews and other people were being kept and killed, which caused the Nazis to label her "the dragon from Chicago." [*Et curieusement ils ne la mettaient pas à la porte...*]

Sigrid Schultz was not a fine writer like Reed, [*Douglas Reed, alors correspondant du Times, qui, par la suite devint un, antifévrier très pointu...*] but she was a superb news-gatherer. On Aug. 23, 1939, the world was in what *Time* called a state of "stunned surprise" when Adolf Hitler and Josef Stalin signed a non aggression treaty; Schultz wasn't. As Berlin bureau chief for the *Chicago Tribune*, she had learned the identity of an astrologer Hitler sometimes consulted. She interviewed the astrologer, discovered that Hitler was speaking cordially about Stalin and surmised correctly that Hitler was seeking a rapprochement in order to further his larger plans for conquest in Europe. [*Et ils appellent ça du journalisme ?...*] Her story had run on July 13 and attracted virtually no attention. In 1940 she divined a bigger truth, that Hitler had begun murdering Jews and building concentration camps [*De la divination à l'état pur, du genre Pierre Dac...*]. *Tribune* publisher Robert McCormick, a staunch isolationist, believed such sensational stories could propel the United States into the war. Schultz's story never ran.

Edis Bevan

CANIVEAU

Au cours des rangements d'automne, il s'échappe d'un dossier un vieil article qui mérite d'être relu. **Il montre bien ce qu'est la presse de caniveau**. Il s'agit d'un article du *Monde*, signé Alain Frachon, daté du 27 avril 1988.

Israël: La condamnation à mort du bourreau de Treblinka

Le procès de John Demjanjuk a été aussi celui des thèses "révisionnistes"

Le verdict de culpabilité rendu la semaine dernière ne laissait guère de choix: si John Demjanjuk était bien "Ivan le Terrible", le bourreau du camp de Treblinka, où furent exterminés plus de 850.000 Juifs, il ne pouvait être condamné qu'à une seule peine -- la mort par pendaison. La sentence a été rendue lundi 25 avril par le tribunal spécial de Jérusalem, en charge depuis quatorze mois de ce qui a peut-être été le dernier des grands procès pour crime contre l'humanité, et le seul à s'être tenu en Israël depuis celui d'Adolf Eichmann, pendu il y a plus d'un quart de siècle. Les délibérations du tribunal ont duré trois mois, avant que le juge Zvi Tal, chargé de lire la sentence ne le fasse en quelques mots: «Notre verdict était sans équivoque, et rien, depuis, n'est venu ébranler nos certitudes [...] Aucun

châtiment ne sera à la mesure de crimes qui ne peuvent être oubliés; nous condamnons [John Demjanjuk] à la peine de mort.» Ni le président, ni le juge Dov Levin, ni le troisième magistrat composant le tribunal, Mme Dalia Dorner, n'en diront plus.

Il est un peu plus de 14 heures. dans le box des accusés, John Demjanjuk n'a pas bronché. Pas un signe d'émotion, pas la moindre réaction de la part de cet Ukrainien réfugié à l'issue de la guerre aux Etats-Unis, à Cleveland, et d'où il fut extradé il y a deux ans pour être confronté, à Jérusalem, à un passé qu'il n'a cessé de nier.

Le condamné, qui ne peut marcher du fait d'un mal de dos persistant, a immédiatement été conduit hors de la salle du tribunal sur son fauteuil à roulette. Il n'en a pas fini avec la justice: ses avocats ont fait appel, et c'est à la Cour suprême qu'il reviendra de se prononcer en deuxième instance, sans doute dans quelques mois; en cas de confirmation, restera un recours en grâce présidentielle.

Insultes et chants de joie

Mais dans l'assistance, où figuraient plusieurs rescapés de Treblinka, on se souciait peu de procédure. On était convaincu que le paisible garagiste de Cleveland avait bien été Ivan le Terrible, l'auxiliaire des SS **chargé de mettre en marche les moteurs des chambres à gaz** et qui, durant trois ans (1942-1945), à l'entree des «mouroirs», s'acquitta de sa tâche avec un extrême sadisme. Dans un tonnerre d'applaudissements, on insulta la défense avant de danser et d'entamer des chants de joie: «Israël vivra». On se bousculait à l'extérieur, pour tenter d'intercepter le fourgon du condamné, hurler que la peine était encore «trop douce» et brandir une pancarte sur laquelle on pouvait lire: «Laissez la bête ukrainienne mourir de faim».

La séance s'était ouverte en début de matinée par le réquisitoire du procureur Yona Blatman. Plaidoyer en forme de déduction logique: «Dès lors, a-t-il dit, que le tribunal a établi que John Demjanjuk était bien Ivan le Terrible, qu'il est responsable de la mort et de la torture de dizaines de milliers de personnes, nous n'avons pas d'autre choix que d'imposer la peine de mort.» mais l'émotion et la colère transparaissaient aussi: «Demjanjuk n'était pas un petit rouage, a poursuivi le procureur; il a participé de ses mains, avec ferveur; faisant du zèle, il poussait les déportés **dans les chambres à gaz** avec une brutalité sans pareille».

Demjanjuk manifesta alors des signes d'irritation. Il démentait de la tête et ponctuait les déclarations du procureur d'autant de mystérieux signes de croix (gestes de pardon ou d'exorcisme?). Son avocat américain, Me John Gill, reprochera au tribunal de s'être essentiellement fondé sur des témoignages vieux de près de cinquante ans. Il évoquera l'histoire judiciaire pour mettre en avant plusieurs cas d'erreurs tragiques ou de tardifs témoignages vincent innocenter un condamné à mort déjà exécuté...

Avant la sentence, le dernier mot revenait à l'accusé. Silhouette épaisse, costume bleu, col ouvert, John Demjanjuk, qui s'exprime en ukrainien, dira d'une voix forte: «Ce fut très douloureux pour moi d'entendre la véritable tragédie dont fut victime le peuple juif [...]. Je suis sûr que les atrocités évoquées eurent bien lieu à Treblinka et qu'il y avait bien dans le camp un dénommé Ivan le Terrible, mais ce n'était pas John Demjanjuk [...]. C'est une erreur, une erreur très grave. Vous avez jugé quelqu'un d'autre [...]. Je suis innocent, innocent, innocent et Dieu m'en est témoin.»

La Cour suprême jugera. Mais ces quatorze mois de scrupuleux débat, de récusations et témoignages parfois insoutenables suivis par des dizaines de milliers de jeunes Israéliens, firent aussi un autre procès: **celui de ces très actuelles thèses révisionnistes qui nient l'existence des chambres à gaz** et que propagent volontiers certains milieux de l'extrême droite européenne soucieux de banaliser la Shoah, d'en gommer la singularité historique. ce procès-là était à coup sûr opportun".

Alain Frachon.

On sait que quelques temps plus tard, la Cour suprême au comble suprême de la confusion suprême dut déclarer que J. Demjanjuk avait raison, qu'il était innocent, absolument innocent, qu'il y avait eu maladresse, que les témoignages "parfois insoutenables" étaient insoutenablement bidons, que les irréprochables et purs "témoins" avaient menti comme des arracheurs de dents, que tout ce cinéma, "suivi par des dizaines de milliers de jeunes Israéliens" était un baratin infernal monté par des officines sionisto-américaines, que le journaliste avait vraiment l'air d'un con et que le procès fait aux thèses révisionnistes était gagné haut la main par lesdits révisionnistes qui avaient toujours dit que cette affaire Demjanjuk puait la manipulation et que tout ce qui sortait des officines sionistes devaient être considéré avec la plus extrême prudence. Les insultes sont rentrées dans les gorges et les danses de joie sont devenues des danses de dépit. Tout le monde savait que Demjanjuk était innocent, sauf les Israéliens et les journalistes. Les Israéliens sont châtiés tous les jours par les Palestiniens, mais les journalistes, qui s'en chargera?

COL DUR ET DOUX ANIERS

Un incertain Pierre Col (est-ce un hasard si le site de la communauté s'appelle "col", *communauté on line* ?) écrit à *Libération* pour demander "Comment appliquer la loi Gayssot sur le réseau?" (3 septembre 2001) Il pense, ce Col: "traînerait-on devant les tribunaux une société concessionnaire d'autoroute au motif qu'elle laisse passer des camions transportant des livres révisionnistes ?" Et il répond: "évidemment non". Il a trouvé, en toute modestie et sans se pousser du col, la solution "logique": "mettre en place une «douane Internet»: que chaque Etat prenne les mesures pour filtrer «à ses frontières» les contenus internet **dont il doit protéger ses citoyens pour être en accord avec ses propres lois.**" Il ajoute qu'il préfère vivre dans un pays qui applique la loi Gayssot que dans un autre qui permettrait "les propagandes les plus nauséabondes".

CENSURE SUR LE WEB

Chapitre.com (21 rue de l'Echiquier, 75010) est une librairie qui vend ses livres sur Internet (<www.chapitre.com>). Elle a créé un "partenariat" avec des libraires, sans doute pour ne pas s'en faire des ennemis. Dans sa lettre n° 9, d'octobre 2001, le patron, Nicolas Faroux (tout le monde n'a pas la chance de s'appeler comme le commissaire de police dans *Nestor Burma*) communique "une liste de livres que nous souhaitons ne pas voir apparaître sur notre site.

Loin de toutes polémiques idéologiques, il nous paraît plus simple de ne pas proposer à la vente ces ouvrages "sensibles". Merci donc de retirer ces livres avant de nous faire parvenir vos mises à jour". Le doux censeur, faux derche patenté, donne ensuite une liste. A tout prendre, elle devrait nous servir de programme pour savoir ce que nous devons ici rechercher et afficher pour mettre en perche la suffisance hypocrite de ces épiciers qui vendent des livres comme des raves en foire.

"Tous les ouvrages écrits par Hitler, Mussolini, Robert Faurisson, Paeul Rassinier, et ceux édités par la Vieille Taupe. Ensuite, Maurice Bardèche, *Nuremberg, I et II, les temps modernes*; André Chelain, *Faut-il fusiller Henri Roques, Le Procès Barbie ou le shoah business à Lyon*; Christophersen Thies [sic] *Les mensonges d'Auschwitz*; André Forssé, *Les chambres à gaz: naufrage historique* [ce livre nous est inconnu. Si quelqu'un veut bien nous l'envoyer???]; R. Garaudy, *Les mythes fondateurs...*; Richard Harwood, *Six millions de mort le sont-ils réellement?* Pierre Marais, *Les camions à gaz en question*; Henri Roques, *les confessions de Kurt Gerstein*; [On voit l'ignare qui ne peut pas reconnaître le livre de Roques dans celui de Chelain. Cette liste il l'a reçue d'une officine quelconque...] Wilhelm Stäglich, *Vérité historique ou vérité politique* [confusion sur le titre qui est en réalité *Le mythe d'Auschwitz*]; Serge Thion, *Une allumette sur la banquise* [qui ne s'est jamais vendu en librairie...]; Lucien Rebatet, *Mémoire d'un fasciste, Les décors*; Edouard Drumont, *La dernière bataille, La fin d'un monde, La France juive, La France juive devant l'opinion, Le testament d'un antisémite*; Grandjean: *La destruction de Jerusalem-le premier pogrom*; Lambelin, *Les protocoles des sages de Sion, Le péril juif (ou bien le règne d'Israël chez les Anglo-Saxons)*; Monriot, *Le crime rituel chez les juifs*; Léon de Poncins, *Les juifs maîtres du monde, Israël destructeur d'empires, un document prophétique de 1899*; Saint Bonnet, *Le juif ou l'internationale du parasitisme*; Louis-Ferdinand Céline, *Bagatelles pour un massacre, L'école des cadavres, Les beaux draps*; Guillon, *Suicide mode d'emploi*.

Ouvrons les paris. D'où vient cette liste noire ? du MRAP ? du Bnai Brith ? de la LICRACRA ? de Knobel à toutes mains, du porc multicarte ? de chez Barnum ? des comiques de caf-conç ? de Laurel et Hardy ?

DISCUSSION SANS DISCUSSION

The editors of *History in Dispute: The Holocaust* are seeking **contributors to a series of debates regarding the Holocaust**. This volume is part of a series published by St. James Press, an imprint of Gale Reference, in which major historical events and subjects are confronted from conflicting sides, thus exposing the controversies inherent in the subjects and in historical methodologies themselves. **The Editors do not consider Holocaust denial a viable subject for dispute**. Writers will be **compensated** for their essays. Interested scholars should contact editors Tandy McConnell or Tabitha Sparks for a list of available topics:
Tandy McConnell, PhD, <tmconnell@cola.coll.edu>
Tabitha Sparks, PhD, <tabitha.sparks@lcc.gatech.edu>

Fearful cowardice, as usual.

LES JUIFS ET LES BÊTES

Jean-Marie Straub est un cinéaste qui n'est pas du genre à ronronner dans le paf. Il se croit détenteur d'un message politique. Là où il commence à nous amuser, c'est quand il fait des déclarations du genre de celle-ci: "L'urgence, on y est. C'est l'aboutissement du système qui a inventé **les chambres à gaz**; l'urgence, actuellement, elle nous vient de la social-démocratie anglaise et de la social-démocratie française, ça consiste **non plus à massacrer des juifs** mais à massacrer des centaines de milliers de **bêtes** de manière préventive pour maintenir le marché. **Même si certains juifs en prennent ombrage**, il n'y a **pas de différence entre ça et le massacre des juifs**, c'est le même esprit et c'est le même système industriel et c'est *der gleiche geist*, comme disait Hölderlin, **qui a inventé les chambres à gaz et ce système-là**. Après tout il n'y a pas besoin d'être hindou pour savoir qu'un être vivant est un être vivant, **qu'il soit un juif ou un mouton**, d'ailleurs les juifs le savent bien parce que l'agneau pascal c'est eux qui l'ont inventé". [Cet ignare est encore victime de la propagande juive; ils n'ont évidemment pas inventé quoi que ce soit dans le domaine des sacrifices aux dieux.]

On n'a aucune peine à imaginer le tollé. Ces propos, qui datent de mars dernier, auraient dû figurer dans une publication du centre Pompidard, qui s'est évidemment dégonflé. Ils sortent dans une revue helvétique, *Hors-Champ* (<hors.champ@unil.ch>) Voir l'article d'un certain Olivier Séguret, laveur de plancher, qui exonère à grand peine le malheureux Straub en mettant ça sur le compte de la... "connerie"; (17 octobre 2001).

Nous, on avait déjà remarqué le parallélisme et S. Thion avait, il y a longtemps, proposé au premier ministre du Rosbifland d'utiliser les services de Pressac, spécialiste des incinérations de masse. Finalement, il a fallu faire donner l'armée. Et en plus, là aussi, on a tué moins de bêtes que ce que les chiffres qui avaient été annoncés le laissait prévoir. Le révisionnisme est partout, même chez les bêtes.

ZANARS

Convergence pour l'unité du mouvement libertaire

Le 22 mars 2001, quelques personnes lançaient un "Appel pour l'unité du mouvement libertaire" ... Depuis plus de 400 personnes l'ont signé (voir la liste complète à la page web <<http://users.skynet.be/AL/unite.html>>)...

Les 13 et 14 octobre 2001, une centaine de signataires se sont retrouvées à Niort pour débattre des suites concrètes à donner à cette initiative. Ils y réaffirmèrent que l'unité n'était pas l'uniformité mais la diversité, que le sectarisme n'avait fait que trop de dégâts dans le mouvement anarchiste et qu'il était temps d'y agir ensemble dans le pluralisme. Sans remettre en cause l'existence des organisations et de toutes autres structures, ils ont affirmé vouloir s'efforcer de favoriser, de soutenir des dynamiques collectives de lutte tant au niveau local, régional, national, qu'international.

Leur objectif est de participer, dès maintenant, à la construction de morceaux d'utopies créatrices afin de proposer un autre futur fondé sur la solidarité, l'internationalisme, l'égalité sociale, pour en finir avec l'exploitation et la domination. Dans cette perspective, ils ont décidé d'organiser, en novembre 2002, les premières assises des Etats Généraux du mouvement libertaire sur le thème du fédéralisme. **LINKLINKLINKniort**

-- Pour en savoir plus: les textes issus de la rencontre de Niort sont disponibles en ligne à la page <http://users.skynet.be/AL/unite.html>.

-- L'appel à signer est toujours ouvert: rejoignez-nous ! Adresse de contact: Roger Noël, Les Colombiers, Route de la Cotinière, 17310 St-Pierre d'Oléron, <libertaire@swing.be>

LES JEUNES SONT DES CONS

C'est l'avis du ministre de l'intérieur, le célèbre Paul Vaillant-Moudupied:

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 27 septembre 2001 portant interdiction de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs et de faire de la publicité d'une vidéocassette. NOR : INTD0100584A

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 27 septembre 2001, considérant qu'au prétexte d'une enquête sur la tragédie d'Oradour-sur-Glane et sans que les faits concrets qu'il allègue soient établis, ce document procède à un traitement complaisant de crimes de guerre et que le contenu de ce document présente un danger dont il y a lieu de **protéger tout particulièrement des mineurs qui ne sont pas à même de porter une appréciation sur les affirmations qui y sont proférées**, il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 36 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs le vidéogramme intitulé *Oradour-sur-Glane*; est interdite sous les mêmes peines la publicité faite pour cette vidéocassette par quelque moyen que ce soit en dehors des lieux dont l'accès est interdit aux mineurs.

*Ce pendant, le même gouvernement se réjouit fort à l'annonce, fort complaisante, d'une **prochaine participation aux crimes de guerre** qui ont commencé à se commettre massivement en Afghanistan, à la suite de l'agression des Etats-Unis contre ce pays qui ne lui a rien fait. S'il fallait interdire les publications qui présentent de façon "complaisante" les crimes de guerre (ce que ne fait pas la cassette sus-visée), alors les trois quarts de la presse française devrait être interdits aux mineurs, qui seraient d'ailleurs, de ce fait, beaucoup moins abrutis au jour de leur majorité.*

LES POULETS SE GOURENT TOUJOURS

Cryptage ou non? Un expert s'exprime

Les réseaux terroristes ont-ils utilisé ou non des méthodes de cryptage pour dissimuler leurs communications électroniques? Les nouvelles lois antiterroristes devraient-elles interdire le cryptage de messages? Les autorités aimeraient bien le croire, mais la situation serait tout autre selon Duncan Campbell.

Campbell est journaliste et documentariste, spécialiste des questions de surveillance, à qui l'Unité d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) du Parlement européen avait confié en 1998 le mandat de confirmer officiellement l'existence du système de surveillance mondial Echelon.

Dans un article publié par le périodique allemand *Telepolis*, Campbell relève les différentes déclarations de politiciens et d'autorités policières, tant aux États-Unis qu'en Grande Bretagne, qui laisseraient croire en un vaste réseau de communications hyperprotégé qu'utiliseraient les réseaux terroristes.

Rien de tel pour Campbell qui remet certaines pendules à l'heure : les réseaux terroristes ont dissimulé leur présence, leurs préparations et leurs stratégies en jouant aux caméléons, en s'intégrant de manière fort discrète à leur milieu de vie aux États-Unis. De nombreux rapports véhiculés par la presse (*USA Today*, 19 juin 2001) faisaient état de communications secrètes entre Oussama ben Laden et ses agents en poste par l'entremise de messages dissimulés dans des images pornographiques. Fin septembre, le directeur adjoint du FBI affirmait que les terroristes avaient utilisé Internet et le Web de manière experte. En Grande Bretagne, le secrétaire de l'Extérieur Jack Straw a accusé les médias et les défenseurs des libertés civiles d'avoir ouvert la voie aux terroristes et d'avoir empêché son gouvernement d'adopter des mesures législatives contre le cryptage.

Or, souligne Campbell, **aucune de ces affirmations** sur le recours par les groupes terroristes à des technologies sophistiquées **ne se révèle exacte**. Quelques jours avant les attaques du 11 septembre, un groupe de chercheurs invalida la thèse des codes cachés par méthode stéganographique dans des fichiers graphiques sur le Web. Non que la technique n'existe pas, mais une analyse de deux millions d'images s'était avérée négative. Puis, les enquêtes du FBI auprès de fournisseurs de services et de services de courriel Web (comme Hotmail) ont bel et bien révélé l'utilisation du courriel par les agents terroristes, pour des communications aux Etats-Unis et à l'étranger, au cours des 30 à 45 jours qui ont précédé les attaques. Cependant, ils avaient accès à Internet principalement depuis des points de connexion publics, comme des bibliothèques, et rédigeaient leurs messages en clair, **sans avoir recours à des méthodes de cryptage**.

Campbell dénonce aussi le traitement accordé à Phil Zimmermann, inventeur du logiciel de cryptage PGP, par le *Washington Post* dans un article récent. Campbell écrit: «Bien que le FBI ait déclaré ne détenir aucune preuve de l'utilisation de méthodes de cryptage par les terroristes, on a dit aux lecteurs du *Post* que Zimmermann éprouvait "de profonds sentiments de culpabilité" à l'idée que son logiciel ait pu servir à des fins malveillantes.»

Campbell conclut: «Tout indique que les terroristes ont utilisé des codes simples et en clair dans leurs communications pour dissimuler l'objet de leurs échanges. Cette méthode "low-tech" fonctionne. A moins de déterminer à l'avance une cible de surveillance, même le système Echelon ne peut faire le tri entre ces messages et l'ensemble des autres messages échangés [...] Les terroristes n'ont eu aucun comportement suspect, jusqu'à ce qu'ils commettent l'acte abominable.»

Bref, une surveillance accrue des télécommunications ou l'interdiction du cryptage n'auraient pas servi, pas plus que le mytique bouclier anti-missiles, à éviter les attentats.

Chroniques de Cybérie du 23 octobre 2001 <<http://cyberie.qc.ca/chronik/>>

PROGRÈS DANS L'ABSURDE

A la suite d'un procès qu'il a fallu refaire et trafiquer à fond, l'ancien officier allemand Erich Priebke avait été condamné à vie pour le fameux massacre des otages dans les Fosses ardeatines, en Italie, à la fin de la guerre. Du fond de sa prison, il vient de gagner un procès en diffamation contre un plumitif italien qui l'avait désigné comme responsable dudit massacre...

Reuter, Dienstag 23. Oktober 2001, 13:57 Uhr

Priebke bekommt Entschädigung

Erich Priebke, in Italien zu lebenslanger Haft verurteilter Nazi-Kriegsverbrecher, hat in einem Prozess eine Entschädigung von 20.000 DM erstritten. Er hatte einen Buchautor verklagt, der ihn für die Erschießung mehrerer italienischer Widerstandskämpfer im Juni 1944 in einem Vorort Roms verantwortlich gemacht hatte.

Dieser Verwurf sei unrichtig, habe ein Gericht in Rom befunden und dem ehemaligen SS-Hauptsturmführer wegen Verletzung seiner Ehre die Geldsumme zugesprochen, berichteten italienische Medien.

Priebke war 1998 wegen seiner Beteiligung an dem Massaker in den Ardeatinischen Höhlen bei Rom zu lebenslanger Haft verurteilt worden. Bei dem größten Nazi-Verbrechen auf italienischem Boden waren 335 Zivilisten als Vergeltung für einen Partisanenanschlag auf eine Wehrmachtseinheit von der SS per Genickschuss ermordet worden.

<<http://de.news.yahoo.com/011023/40/27bih.html>>

PARUTIONS

§== **Vue du Sud.** *Caracas, Buenos Aires, Jerusalén*, de Norberto Ceresole.

Un análisis sobre la crítica situación del proceso venezolano, junto a otras reflexiones de vital actualidad analizadas por la aguda pluma de Norberto Ceresole. N° de páginas : 202. Precio : 1.800 Pts.

Ediciones Nueva República, Apartado de correos 44, 08750 -- Molins de Rei (Barcelona), Tel: 639 82 43 54, Fax: 93 668 35 96, email pedidos:nred@mixmail.com. email: <edicionesnuevarepublica@edicionesnuevarepublica.com>

<<http://www.edicionesnuevarepublica.com/catalogo1.htm>>

"La "Cuestión judía" en América del Sur, nuevo libro de NORBERTO CERESOLE.

Casi 4.000 Organizaciones no Gubernamentales (ONG) de **todo el mundo condenaron al Estado Judío**, en septiembre de 2001, en Durban, Sudáfrica, durante la Conferencia de las Naciones Unidas contra el Racismo. Para estas organizaciones el Estado judío es racista y practica sistemáticamente el apartheid, los crímenes de guerra, los actos de genocidio, la limpieza étnica y el terrorismo de Estado. **Toda esa realidad está tratada en profundidad en el presente libro**, En él confluyen dos tipos de conocimientos, los hechos concretos que se suceden en dos escenarios específicos (Venezuela y Argentina) y el entorno global que acota a tales hechos.

Los hechos concretos en la América del Sur.

El libro comienza con el estudio de la ingerencia judía en la Venezuela contemporánea, subrayando las acciones de esas organizaciones y personas contra el autor. En el Capítulo 3, por ejemplo, se reproducen las opiniones del rabino principal de Venezuela, señor Pynchas Brener, quien equipara al autor del libro nada menos que con Goebbels, y dictamina: todos los que están contra el Estado de Israel son antisemitas y antijudíos, es decir, nazis. Los capítulos 4 y 5 están dedicados al análisis de la evolución del proceso político venezolano y a las acciones de las organizaciones judías nacionales e internacionales sobre él. El Capítulo 6 está dedicado, siempre en el plano de los hechos empíricos, a la acción del terrorismo judío en la Argentina.

El entorno judío global.

Las actividades de las organizaciones judías en la América del Sur son inseparables tanto de la naturaleza del llamado "pueblo elegido" como de la presencia del Estado de Israel impuesta sobre la Palestina histórica por las potencias vencedoras de la Segunda Guerra Mundial. En Capítulo 2 se analiza la historia de Israel **en relación con el llamado "holocausto"** y, luego, en Capítulo 3 -- en un plano eminentemente técnico -- **el tema del "holocausto" propiamente dicho**. Sin la previa construcción de ese mito hoy el Estado de Israel no podría ni existir ni mucho menos practicar la política criminal que desarrolla contra el pueblo Palestino con el beneplácito, activo y pasivo, de todo Occidente.

Así descubrimos un hilo de continuidad política entre América del Sur y la Palestina histórica: **los crímenes judíos en una y otra parte del mundo**.

Ediciones Al-Andalus, Madrid, septiembre de 2001, PVP. 3.000 ptas. Pedidos a: <andalus@teleline.es> o por Fax: 91 571 31 81

§== **Mets ta stase, ça prolifère.** La revue *Cancer!*

Sommaire du numéro 4 :

Hommage à François Santoni

Le bloc-notes de BDL (où il est question d'Aziz, du Mrap, de Claude Sicre, du Parti communiste, de Bertrand Delanoë, de Jean-Claude Antonini, des trotskistes, de Madame de Fontenay, des germanophobes, de Mumia Abu-Jamal, d'Amélie Poulain, des afro-chrétiens, de Dieudonné, des Serbes...) / Entretien avec Christian Laborde / Eloge du Conformisme / Debray/Hallier : quand les romanciers de gauche marchaient sur les pas du Che / Jean CAUSE toujours / Lettre ouverte au docteur Michelle Ferrari / Scénario pour quelques flammes (Houellebecq / Plateforme) / [...]

Caraco, l'imprécateur / De l'Acte et du Symbole (Apologie d'Israël) / un texte inédit d'Albert Caraco / Contre les

néo-néo-hussards / La Page de Costes

BP 72 311 49023 Angers cedex 02

<<http://www.geocities.com/cancer999fr>>

§== **Un livre con ET diffamatoire.** I am surprised, but then again I am not, to hear that classes in the USA are now being assigned books like *Lying about Hitler* to study. I thought that dubious honour belonged to the Lipstadt masterpiece, *Denying the Holocaust*. But **the usual forces around the world** are at work to promote the Evans book -- it is just coming out in Germany, to rave advance reviews on amazon.de [*Der Geschichtsfälscher. Holocaust und historische Wahrheit im David-Irving-Prozess.* von Richard Evans]; and check his rave reviews in the U.K. (where the book is not available!): *Telling Lies About Hitler*, by Richard Evans, by Paperback -- 400 pages (27 May, 2002) Basic Books; ISBN: 0465021530.

Which is a puzzle: As you probably know, the Evans book is considered by even Prof. Evans' own U.K. publishers, the respectable Jewish firm of William Heinemann Ltd., to be so libellous (i.e., defamatory and untrue) that they have torn up their contract and **refused to publish it in England**. U.S. firms, which are protected by the *New York Times* vs. *Sullivan* precedent, find no such compunctions, and will print almost anything:

§== **Où sont mes légions?** The VNN news site has put up an archive for the writings of Horst Mahler and other modern German nationalists at:

<<http://www.vanguardnewsnetwork.com/germans.htm>>

§== **Une brochure sauvée des flammes.** Il reste quelques exemplaires d'une brochure qui ont été sauvés des flammes lors de l'incendie criminel de la maison d'Ernst Zündel à Toronto. C'est la suite de la fameuse brochure *Did Six Million Really Die ?* de Richard Harwood qui a fait un si grand bruit quand elle est sortie, d'abord en Angleterre et ensuite en France, avec la recension si violemment partisane de Viansson-Ponté, dans *Le Monde* et l'ire de Faurisson à sa lecture.

Il s'agit de *Nuremberg and Other War Crimes Trials -- A New Look*, 70 pages, 38 photos, 12 dollars US (port non compris) à commander à Zündel, 3152 Parkway, Suite 13, PMB 109, Pigeon Forge, TN 37863, USA. C'est dans le Tennessee. On peut demander un catalogue, il y a d'autres choses en vente aux éditions Samisdad.

§== **Toujours les mêmes procès.** Comme s'ils contenaient la vérité pure!!! With this message I would like to inform you on some important updates of our website "Justiz und NS-Verbrechen" / "Nazi Crimes on Trial"

<<http://www.jur.uva.nl/junsv>>.

Recently added to our site on the postwar prosecution of Nazi crimes in Germany were the following items:

-- an overview of the more than 900 Nazi trials conducted in East Germany since 1945

-- a thoroughly revised and updated overview of postwar prosecution policies regarding Nazi criminals in East Germany, including a statistical comparison between the East and West German prosecution policies:

-- extensive information -- in English -- on the project, including the upcoming new volumes of both the West and East German series of trial judgments

-- English translations of the overviews of West and East German trials.

-- English translations of the overviews of West and East German trials.

Dick de Mildt, Editor Justiz und NS-Verbreche, Institute of Criminal Law, University of Amsterdam

<mildt@jur.uva.nl>

§== **Les Korrekteurs korrigent.**

Faites l'expérience suivante

1. Allumez votre ordinateur

2. Ouvrez le logiciel de traitement de texte "Word" ou directement sur " Outlook"

3. Prenez une nouvelle page et écrivez : "antisionisme"

4. Dans le menu choisissez le correcteur d'orthographe

5. Il corrige et remplace le mot écrit par "antisémitisme".

On a vérifié. Fallait l faire, ils l'ont fait. Merci Bill Gates.

§== **Avides survivants.**

CURRENT INTERNATIONAL RESEARCH ON SURVIVORS OF NAZI PERSECUTION"

International multidisciplinary conference to be held at the Imperial War Museum, London, on 29-31 January 2003.

Organised by the University of Wolverhampton, the University of North London and the University of Essex.

In association with the Imperial War Museum (London), Zentrum für Antisemitismusforschung at the Technische

Universität Berlin, Institut für Didaktik der Geschichte at the Westfälische Wilhelms-Universität Münster, Leo Baeck

College (London), The Hidden Legacy Foundation (London).

In recent years the volume of international research on survivors of Nazi persecution has continually increased. At the same time there is growing public interest in how survivors coped with their experiences and how they were treated by post-war societies. [Y a peut-être du pognon à gratter là]. It therefore seems time to take stock of current research and to open up new perspectives for future work by bringing together scholars from various disciplines such as history, sociology, psychology, political and social sciences. We invite papers on all groups of survivors of Nazi persecution, be it for racial, political, religious, or sexual reasons. Groups covered by the conference will include -- but not be limited to -- Jews, Poles, Russians, Ukrainians, Sinti and Roma, political prisoners, homosexuals, Jehovah's Witnesses, prisoners of war, and the disabled. [...] Please send an abstract of no more than 250 words until 1 November 2001, preferably by email (Word attachment) to: <JDSteinert@t-online.de>

On peut rapprocher l'info suivante:

Walter Laqueur [*ancien espion sioniste*] présente son livre *Generation Exodus: The Fate of Young Jewish Refugees from Nazi Germany* à l'université ultra-juive de Brandeis, live publié par University Press of New England, Hanover and London, 2001, xvii-345 p.

§== **La campagne contre les catholiques.** Le livre du mois:

The Popes Against the Jews: The Vatican's Role in the Rise of Modern Anti-Semitism, de by David I. Kertzer, New York, Knopf, 355 p. Une attaque contre le document sur la Shoah publié par le Vatican en 1998. Voici ce qu'en dit le rabbin Rudin, spécialiste de la subversion des cathos: "Positive declarations and pronouncements have been accompanied by significant liturgical changes, as well as the publication of authoritative guidelines for teaching and preaching within the Church. But as one who has actively participated in that interreligious revolution, I am keenly aware of the unfinished task that future generations of Jews and Catholics still face. Since 1965, the Church has taken the initial, hopefully irreversible steps toward a remission of **the anti-Semitic cancer** that has plagued it for so long. Achieving **a full cure remains for the future**, but Mr. Kertzer has performed an important service by brilliantly documenting just how sick the patient was." (*Forward*, 26 oct. 2001) Rudin, qui a succédé à son poste dans l'American Jewish Committee au père de l'auteur, écrit que Kertzer "écrit comme un professeur de pathologie qui décrit avec soin les abcès malins, les tumeurs et autres maladies qui apparaissent dans les archives du Vatican." On disait autrefois que ce genre de comparaison dénotait la pensée raciste d'extrême droite, qui pathologisait ses ennemis, en général les juifs, en les comparant à des maladies, ou à des rats. Maintenant que ces comparaisons outrancières apparaissent sous la plume d'auteurs juifs polémistes, on ne fustige plus ce genre de rhétorique. Pour ces représentants auto-proclamés des juifs, la destruction de l'église catholique n'est pas encore achevée et il reste du pain sur la planche. Tous les moyens seront bons.

§== **T'es beau comme un camion.** T. D. Kramer, *From Emancipation to Catastrophe: The Rise and Holocaust of Hungarian Jewry*, Lanham, Md., 2000.

Réflexion d'un zolomaniaque: one aspect strikes me as crucial in any consideration of the so-called "blood for goods" proposal apparently made by Eichmann to Hungarian Jewish leaders in 1944. Kramer argues, it seems, that **the offer was a genuine one**, perhaps viable, and a lost opportunity for rescue. He argues that there was a division in the ranks of senior Nazis between (p. 321) "pragmatists" and hardliners, with Himmler increasingly favouring pragmatism, especially (p. 322) "selection and/or selective basis," which -- according to the author -- "was feasible on a temporary -- albeit only partial -- basis." Most historians reject this viewpoint for reasons which, to his credit, Kramer sets out fairly (pp. 323 ff.).

§== **Nouvelles en galicien**

Peu de publications fournissent des nouvelles en galicien (Galicie d'Espagne, s'entend). Une raison de plus pour lire Conseils de révision:

O MOVEMENTO SOCIAL REPUBLICANO PARTICIPA NA CONCENTRACIÓN DE APOIO Á INTIFADA

Un número similar ós asistentes convocados polo "partido da guerra" hai uns días, apoiaron na Porta del Sol de Madrid a loita do pobo palestino e manifesta-la sua oposición á preparación da guerra de agresión que os imperialistas dirixidos polo multimillonario G. Bush han iniciado contra Afganistán.

Militantes do Movemento Social Republicano repartiron máis dun milleiro de panfletos có comunicado do Comité pola Neutralidade de Europa. Dous pancartas, unha de apoio á Intifada có texto "Palestina Vencerá" e outra contra a guerra terrorista: "Ni Guerra, Ni OTAN. No Intervención".

No centro da concentración, refuxiados palestinos axitaban unha monumental bandeira palestina de trinta metros de longo e vinte metros de ancha.

Entre pacifistas e progres có discurso habitual, hai que destacar algúns grupos da extrema esquerda (PORE), así como organizacións islámicas simpatizantes de Hamas y Hezbollah. A presenza hipócrita do Coordinador de IU, Gaspar Llamazares foi recibida con absoluta frialdade. Por outro lado, sectores da esquerda cipaya que dirixe Llamazares mostraron a súa intolerancia ante a presenza de algunhas pancartas.

§== **Zinzin zinzinulle.** Il met ses oeuvres sur son site, surtout son dur labeur qui nous dénonçait, l'an dernier, en long, en large et en travers:

"L'étude qui est présentée dans les pages qui suivent a été publiée dans le numéro de décembre 2000 de la Revue d'Histoire de la Shoah. La présente version en est la reproduction fidèle à quelques variations minimales près. Elle bénéficie de la mise en place des liens hypertexte cités, mais aussi de nombreux autres liens pertinents qui ne

pouvaient apparaître dans la version papier. Les notes de bas de page ont été renumérotées. La pagination originale n'a pas été reproduite. Pour un meilleur confort de lecture et un téléchargement plus rapide, l'article a été découpé en une quinzaine de parties (directement accessibles depuis le sommaire) dont ni les intitulés ni la numérotation n'apparaissent dans la version papier. Certains liens figurant dans la version papier sont devenus obsolètes. Ils n'ont pas été modifiés. Cependant, si une page web équivalente existe, l'activation du lien renverra vers la version à jour (et par conséquent différente de l'adresse lue à l'écran), sinon le lien n'a pas été activé. Bien évidemment, entre la date de la mise en ligne sur le web de l'article (juillet 2001) et celle de votre lecture, d'autres liens peuvent être devenus obsolètes (merci de nous le signaler). Enfin quelques rares coquilles ont été corrigées.

On peut signaler que le 21 novembre 2000, sur **France Culture**, Ariane Bouissou donnait un compte-rendu de la présente étude, dans sa revue de presse culturelle. **Six mois après la parution de cette étude, il faut souligner que la situation a évolué: elle est devenue plus grave.** Nous encourageons vivement les lecteurs qui trouveraient quelque intérêt à cette étude, ou souhaiteraient l'utiliser pour des citations, à s'en procurer la version papier, dont la lecture est toujours plus pratique que la version internet. **LINKLINKLINKaargh**

<<http://www.phdn.org/negation/negainter/>>

§== **Jaloux.** Cet idiot de Klarsfeld, jaloux du professeur Faurisson qui a publié ses principaux écrits en quatre volumes en 1999, recycle ses productions antérieures dans un ensemble de ... quatre volumes, sous le titre générique de *La Shoah en France*, qui paraît chez Fayard (1 = *Vichy-Auschwitz, la «solution finale» de la question juive en France*, 2 = *Le calendrier de la persécution des Juifs de France, juillet 1940-août 1942*, 3 = *Le calendrier... septembre 1942-août 1944*, 4 = *Le mémorial dans enfants juifs déportés de France*.) Rappelons que les déportations ont frappé surtout les juifs étrangers, comme le papa Klarsfeld, venu de Roumanie, et que 80 à 90% des juifs français **n'ont pas été déportés**, ce qui n'enlève rien à l'horreur de la déportation, mais qui en dit long sur la prétendue "solution finale" qui n'était donc ni "finale" ni "solution" à rien du tout. La principale tâche de cet idiot congénital de Klarsfeld a toujours été de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

§== **Le vrai Risson.** Textes récents de Robert Faurisson sur un site de la droite nationaliste québécoise
<<http://www.geocities.com/quebecnation2001/faurisson.html>>

§== **Tête de l'art.** Learning about the Holocaust through Art provides high-quality reproductions of art works produced during the Holocaust. It also includes biographies of the artists and histories of the ghettos and camps in which they were interned.
<<http://art.holocaust-education.net/>>

§== **Nous avons mentionné,** le mois dernier, l'encyclique *Mit brennende Sorge*. Nous aurions dû indiquer où trouver les versions en latin et en français de ce texte d'abord publié en allemand:
<<http://www.cin.org/docs/mitbrenn.html>>

§== **La Bête du Gévaudan parle!** dans le numéro d'octobre des *Cahiers du Cinéma*,: un très long entretien avec Claude Lanzmann à l'occasion de la sortie de sa dernière resucée : *Sobibor, 14 octobre 1943, 16h* (en salle le 17 octobre).

On peut y lire comment Lanzmann dédouane Sharon des massacres de Sabra et Chatila ("Des Arabes chrétiens ont tué des Arabes musulmans") et s'insurge des propositions belges : "La volonté des ONG d'identifier le sionisme au racisme est proprement révoltante. Vouloir faire juger l'actuel premier ministre d'Israël pour crimes contre l'humanité, comme on a cherché à le faire en Belgique, est insupportable." Excellent aussi, le passage sur "les oies de Treblinka": "Ces troupeaux d'oies dressées étaient là pour couvrir les cris des Juifs qu'on assassinait..." etc. Bref, une suite d'âneries bien connues, remâchées à perpète. Y s'arrange pas.

§== **Avis aux épagneuls.** Ceux qui lisent l'espagnol seraient bien avisés de s'abonner à <anv@red-vertice.com> Les gens qui font ça n'ont pas la même couleur politique que nous mais nous avons des intérêts et des auteurs communs.

§== **Cinoche.** The United States Holocaust Memorial Museum invites you to attend: *Zygielbojm's Death*, A film by Dzamila Ankiewicz.

Szmul Zygielbojm, charismatic leader of the **Jewish Socialist Bund party** in Poland and focus of this documentary, was active in the Jewish underground after the Germans invaded in 1939. He reached London in March 1942 and became a member of the National Council of the Polish government-in-exile. **In London, he disseminated reports he had received on the slaughter of Jews**

in Poland. Ultimately, despairing at the world's indifference, Zygielbojm committed suicide in May 1943 after writing the Polish government-in-exile a letter of protest, a copy of which is on display in the Museum's Permanent Exhibition.

Ce qui prouve que les sionistes étaient loin d'être les seuls bourreurs de mou, que les bundistes y allaient aussi de bon coeur, en particulier ce type qui semble avoir été victime d'une certaine pathologie mentale.

§== **Librairie rouverte.** *Franquiste la librairie, c'est certain. Qui, aujourd'hui, fait fermer des librairies ? Les sionistes. Voir Paris Barcelone.*

La Librería Europa sigue abierta a pesar del secuestro de 20.900 libros molestos al Sistema, que nunca han sido devueltos, el procesamiento, condena, control y persecución judicial de Pedro Varela y finalmente el asalto y la quema un año después de nuestras instalaciones y el resto de los libros. Hemos vuelto a reconstruirlo todo para hacer entender, **a los intolerantes de la dictadura del pensamiento único**, que no estamos dispuestos a ceder un

centímetro, armados con la firme decisión de resistencia cultural y de **luchar por la libertad de expresión**, información y difusión de la historia, el pensamiento y las ideas PARA TODOS.
Normalmente la librería está abierta de 10h a 14h de la mañana y de 16'30 a 20'30h de la tarde de lunes a viernes. Sábado sólo por la mañana. Está en el centro de Barcelona (Metro Diagonal), si quieres o puedes venir a visitarnos. Librería Europa, Calle Séneca, 12 bajos, E-08006 Barcelona, Telf.: 00-34-932370009, Fax: 00-34-934159845
<lib.europa@mx3.redestb.es>
<libreria_europa@hotmail>

§=**Un livre vraiment révisionniste.** *Empire*, de Michael Hardt et Antonio Negri, Harvard University Press, 504 pp., \$18.95. Ces deux luminaires croient voir dans le triomphe actuel du capitalisme la marque d'un échec du marxisme. Ou du moins ce qu'ils comprennent sous le nom de marxisme. Comme ils veulent évidemment "sauver" le marxisme", ils entreprennent de le **réviser à fond**. Le résultat est du genre bizarre. Ainsi l'Empire aurait remplacé l'impérialisme. Pendant son petit séjour en prison, Toni Negri a lu quelques livres et il bourre le bouquin de ses notes de lecture. Le résultat est grotesque et boursoufflé. **Tous les révisionnismes ne sont pas également bons pour la santé, croyez-nous.**

++++
Informations et commentaires tirés du site **aaargh**
<<http://aaargh-international.org>>